

## Grève à la BBC

Les journalistes de la BBC ne connaissent pas leur bonheur. Il est bien peu de pays au monde où la suppression, à la demande du gouvernement d'une émission programmée entraînerait la grève non seulement dans la chaîne concernée, mais aussi dans une large partie des autres organes d'information audiovisuels. En France même, on n'a pas accès à cette liberté d'information qui est depuis longtemps entrée dans les mœurs outre-Manche, et lorsque, en 1982 fut créée la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, c'était d'une certaine manière pour se rapprocher de pratiques britanniques considérées comme un modèle.

Le conflit qui agit une institution réputée pour placer plus haut que tout le devoir d'indépendance n'en apparaît que plus grave. Ce n'est certes pas la première fois que les professionnels de l'information britannique se heurtent à ce que d'autres tiennent pour une raison d'État, qu'il s'agisse de questions de défense nationale (pendant la guerre des Malouines par exemple) ou du problème toujours brûlant de l'Irlande du Nord. Mais les pressions gouvernementales, cette fois, se sont exercées de façon particulièrement flagrante, et le conseil d'administration s'est comporté d'une manière que les journalistes jugent tout bonnement servile.

On est frappé de la retenu, peu commune dans ce type de querelles, dont font preuve depuis une semaine les diverses parties au conflit. C'est que la BBC représente non seulement un des éléments-clés du système démocratique britannique, mais encore une institution internationale mondiale respectée, et qu'on ne déclenche pas à la légère la bataille dans ce temple.

Pour la première fois depuis sa fondation, en 1932, les célèbres trois coups de Big Ben ont introduit une séquence musicale à la place du bulletin d'information des services extérieurs de la BBC. Mais ce n'est pas de gaieté de cœur que les journalistes de Bush House, leur quartier général, ont cessé le travail, car l'effet le plus marquant de cette grève est bien le silence des services extérieurs, qui, en trente-sept langues, touchent quelque cent millions d'auditeurs des cinq continents, et, parmi eux, beaucoup qui ne peuvent se satisfaire d'une information nationale officielle trop souvent conçue comme un instrument de propagande. Depuis quelques jours, Radio Moscou, les stations polonaises, iraniennes ou libyennes, entre autres, ont beau jeu de clamer que « la prétendue indépendance de la BBC n'est qu'un leurre ».

La question irlandaise est pratiquement absente des nombreux commentaires auxquels ce conflit donne lieu à Londres. Tout au plus remarque-t-on l'incohérence qu'il y a de la part du gouvernement à interdire d'antenne M. Martin McGuinness. Ses liens avec l'IRA ne sont un secret pour personne, mais, en tant que représentant autorisé d'une organisation légale, le Sinn Féin, il a ses entrées en Ulster dans les manifestations officielles, s'exprime couramment dans la presse locale et a été autorisé à se présenter aux élections.

L'essentiel, de toute façon, n'est pas là. L'essentiel, c'est le dommage causé à une chaîne de télévision qui apparaît comme un modèle dans les pays libres, et qui demeure, pour les autres, une voix irremplaçable.

(Lire nos informations page 5.)

## L'étape du Maroc dominera le voyage de Jean-Paul II en Afrique

Jean-Paul II quitte Rome, jeudi matin 8 août, pour Lomé, capitale du Togo, première étape d'un voyage de douze jours qui le conduira dans sept pays, et que dominera, « in fine », l'étape du Maroc.

C'est la troisième visite du pape en Afrique, les deux précédentes ayant eu lieu en 1980 et en 1982.

Les voyages, nombreux et souvent controversés, de Jean-Paul II à l'étranger s'expliquent à la fois par le sentiment très aigu, chez le premier pape non italien depuis quatre siècles et demi, de l'universalité de l'Eglise, et de la certitude que son centre de gravité est en train de se déplacer vers le tiers monde. Si un catholique sur deux doit se trouver en Amérique latine à la fin de ce siècle, il est un autre continent où la progression de la foi chrétienne est tout aussi remarquable, et souvent ignorée : l'Afrique.

Selon les statistiques, les catholiques ne représentent que 1 % de la population africaine au début du siècle (1 197 000 de catholiques pour 118 000 000 d'habitants), alors qu'en 1980 ils représentent 12,5 % (56 667 626 catholiques pour 456 106 000 Africains). Et les cent millions seront dépassés avant l'an 2000. La communauté catholique s'accroît de plus de deux millions de fidèles chaque année et aujourd'hui elle compte près de 70 millions de baptisés. Autrement dit, un Africain

sur huit est catholique, un sur quatre est chrétien et un sur deux est musulman.

Sans minimiser le dynamisme de l'islam, qui opère de nombreuses conversions, surtout dans le nord du continent, il faut savoir que dans la période post-coloniale (1952-1972), l'Eglise africaine a connu son plus grand essor : le nombre de catholiques a triplé. Dans le même temps, l'africanisation de l'Eglise n'a pas suivi cette expansion numérique. Si les évêques sont actuellement presque tous indigènes, les prêtres - ils sont environ 16 000 à exercer leur ministère en Afrique - proviennent, pour environ 70 %, des pays occidentaux. Quant aux moyens financiers, ils viennent toujours largement de l'étranger, et certaines communautés chrétiennes dépendent encore à 80 % des ressources envoyées par les Eglises-mères européennes ou nord-américaines.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 3.)

## Un décret accroît le nombre des hauts fonctionnaires nommés par le chef de l'Etat

Les postes de direction du secteur public, dont les titulaires sont nommés en conseil des ministres et qui requièrent la signature du chef de l'Etat, sont publiés ce mercredi 7 août au « Journal officiel ». Leur nombre est augmenté. Cette démarche apparaît comme la confirmation de la volonté du président de la République de ne renoncer à aucune de ses prérogatives dans la perspective d'une cohabitation.

Le Journal officiel a publié, le mercredi 7 août, un décret signé par le président de la République qui établit la liste des emplois de direction des établissements publics, des entreprises publiques et des sociétés nationales pourvus en conseil des ministres. M. Laurent Fabius avait fait une communication au sujet de ce décret au conseil des ministres du 31 juillet. Ce texte résulte de l'application de l'article 13 de la Constitution - au terme duquel une loi organique détermine les emplois pourvus en conseil des ministres - et de l'ordonnance correspondante du 28 novembre 1958.

Un décret avait été pris en avril 1959 pour établir la liste des emplois du secteur public nommés en conseil des ministres. Ce décret avait été complété en février 1967. Il ne l'avait pas été depuis. Le décret du 6 août porte à cent quarante-huit le nombre d'emplois de direction du secteur public dont les titulaires ne peuvent être désignés qu'après accord du président de la République et du gouvernement.

La mise à jour du décret de février 1967 concerne trois catégories d'emplois : en premier lieu, certains postes créés entre 1967 et 1981 étaient pourvus en conseil des ministres, soit parce que la loi en disposait ainsi, soit parce que l'habitude en avait été prise, mais sans qu'ils eussent été inscrits dans le décret ; en second lieu, les dirigeants des entreprises nationalisées après 1981 doivent être nommés en conseil des ministres de par la loi de nationalisation, et l'inscription de ces postes dans le décret n'est que la conséquence de cette loi ; enfin, le décret du 6 août institue la même procédure pour une dizaine d'emplois nouvellement créés ou dont les titulaires, jusqu'à présent, n'étaient pas nommés à ce niveau.

Parmi les emplois nouvellement créés figurent les présidents des conseils d'administration de la Cité de la Musique, de l'Opéra de la Bastille et du parc de La Villette.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 6.)

## LA CRISE DE L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

### Le talon d'Achille du Fonds monétaire

par PAUL FABRA

Le Brésil aurait l'intention d'ajourner l'accord sur le refinancement de sa dette extérieure passé avec le FMI, celui-ci réclamant un nouvel effort d'austérité pour contenir l'inflation (lire page 17). La hausse incessante des prix empêche l'économie des pays latino-américains paralysés par l'énormité de leur dette extérieure.

Si ce qui est considéré à juste titre désastreux pour les pays développés - à savoir l'inflation et *a fortiori* l'hyperinflation - doit également être tenu pour désastreux pour les pays qu'on aimerait pouvoir encore appeler en voie de développement, les résultats obtenus pour endiguer la crise de l'endettement international apparaissent franchement négatifs. Tel est en particulier le cas pour l'Amérique latine, le continent le plus grevé de dettes et l'objet principal des soins du Fonds monétaire international (FMI).

Loin de se ralentir, malgré de sévères programmes d'ajustement qui ont eu pour effet de diminuer les salaires réels dans des proportions inconnues jusqu'alors, sauf en temps

de guerre, la hausse des prix s'accroît dans la plupart des pays qui le composent. Dans l'immense Brésil, elle avoisine un rythme annuel de 400 % contre 230 % en 1984 d'après les statistiques officielles ; au Mexique, elle est plus proche de 65 % ou 70 % que des 45 % « prévus » pour 1985 et des 59 % enregistrés officiellement l'an dernier.

Quasiment abandonnée à son sort, parce que le montant de ses dettes est considérable si on le rapporte à son PNB, mais faible si on le compare au total des créances dettes accumulées par les grandes banques internationales, la Bolivie s'enfonce dans le drame monétaire. Son deuxième article d'importation, c'est désormais les billets de banque, qu'on fait venir d'Angleterre et d'Allemagne parce que les presses du pays ne sont plus capables de faire face à l'augmentation de la circulation, l'inflation dépassant déjà largement les 10 000 %. Le Pérou ne survit que grâce à une économie clandestine qui défie les autorités nationales et internationales.

Dans ce contexte, c'est l'expérience inaugurée à Buenos-Aires le

16 juin dernier par un changement de monnaie (l'austral ayant remplacé le peso dans la proportion de un pour mille) qui représente l'enjeu décisif. Comportant des mesures de remise en ordre draconiennes dans les domaines de la fiscalité et des finances publiques, un gel temporaire des prix et des salaires, elle s'inspire de l'idée qui avait déjà guidé les réformes monétaires allemandes de 1923 et 1948 : passer un certain seuil de dégradation, l'inflation appelle une thérapie drastique.

Comme pour bien marquer qu'il se bat le dos au mur, le président Alfonsín a pris l'engagement solennel de ne pas recourir à la création monétaire pour financer le déficit du budget et des entreprises nationalisées. Nul doute que le succès de sa politique vaudrait un énorme retentissement. Son échec ne manquerait pas d'apparaître à sa nature comme la preuve que les pays endettés n'ont guère d'autre voie que de suivre les remèdes traditionnels du FMI sans être sûrs pour autant que cela leur permettra d'évi-

ter à terme plus ou moins rapproché le chaos.

Ce sont ces remèdes traditionnels qui seraient remis en question par la réussite, loin d'être acquise, du plan de Buenos-Aires. Celui-ci est l'œuvre d'économistes argentins auxquels, non sans hésiter, le FMI a fini par donner sa bénédiction. La vérité oblige à dire que la prise de conscience de la part du FMI que rien n'est réglé en profondeur, dans les pays super-endettés est récente et n'est encore que partielle.

Le discours dominant reste celui qui a marqué l'assemblée générale du Fonds monétaire à Washington en septembre dernier. On a souligné à satiété le contraste entre le climat de soulagement qui a caractérisé cette réunion avec l'extrême pessimisme qui avait régné deux ans plus tôt sur celle de Toronto. Cette dernière s'était tenue quelques semaines après le coup de tonnerre qui s'était abattu, en août 1982, sur la communauté bancaire internationale, soudainement informée qu'un de ses plus gros emprunteurs, le Mexique, cessait de faire face à ses obligations (l'autre, le Brésil, allait bientôt suivre la même voie).

(Lire la suite page 17.)

## Nouveaux incendies dans le Midi

Après avoir repris mardi 6 août, les incendies de forêts avaient été maîtrisés mercredi en fin de matinée dans le Var. La situation demeurait cependant critique dans plusieurs endroits, notamment en Corse. Mardi un pompier avait trouvé la mort et de nombreux vacanciers avaient dû être évacués en raison de la progression du feu.

Le sapeur-pompier volontaire qui a trouvé la mort combattait un feu, mardi après-midi, au Plan-de-la-Tour près de Sainte-Maxime (Var). Agé de quarante-deux ans et père de deux enfants, Serge Fougère est le sixième pompier du département à avoir péri dans un incendie depuis le 31 juillet.

Les feux de forêt, un moment maîtrisés dans la nuit de mardi à mercredi, avaient repris avec violence dans le Var vers 3 heures dans la même région de Plan-de-la-Tour. Plusieurs campings ainsi que le village du Club Méditerranée Les Restanques avaient été évacués dans la nuit sur ordre du préfet. Le feu, attisé par un très fort mistral qui n'avait pas faibli pendant la nuit, s'est développé en direction de Saint-Tropez. D'importants renforts de pompiers et de militaires étaient arrivés dans la journée et dans la nuit sur place, certains venant de l'Ain et de la Savoie.

Le feu avait également touché, mardi, la région de Saint-Aygulf, située à 70 kilomètres à l'ouest et rendant très difficile l'intervention des avions de lutte contre l'incendie. Un autre foyer, qui s'était déclaré dans le massif des Maures, avait également provoqué dans la journée la fermeture de la chaussée nord de l'autoroute A-8 entre Les Adrets-de-l'Estérel et Fréjus.

### Situation critique en Corse

De même, la situation était toujours critique, mercredi matin, sur le front des incendies en Corse, où plusieurs foyers persisteraient dans de nombreuses zones. A Conca (Corse-du-Sud), où un millier d'hectares ont été dévastés par les flammes mardi après-midi, le feu a traversé le village durant la nuit, faisant quelques blessés légers parmi la population et endommageant plusieurs maisons. L'incendie, attisé par des vents violents, a parcouru 2 000 à 3 000 hectares, au moins. Le feu avait également gagné, mardi soir, la station balnéaire de Tarco, où habitants, campeurs et occupants des hôtels ont dû être évacués.

D'autres foyers, d'origine criminelle, selon les autorités, avaient aussi éclaté en Haute-Corse, menaçant notamment la périphérie de Bastia et détruisant le maquis et la forêt dans la région de Corte et d'Aléria.

Cartier

MONTRE VENDÔME LOUIS CARTIER 3 ORS QUARTZ

le mut de Cartier

**Le Monde**

ARTS ET SPECTACLES

Musique à Tokyo  
par Jacques Lonchamp

Francis Bacon  
à la Tate Gallery  
de Londres  
par Frédéric Edelmann

Photographies  
par Hervé Guibert

Cinéma en livres  
par Louis Marcorelles

(Pages 9 à 13)

**LIRE**

**5. LIBAN**  
Les alliés de la Syrie créent un Front d'unité nationale.

**6. POLITIQUE**  
M. Baumet, président du conseil général du Gard, rejoint le RPR.

**8. ACCIDENTS DE LA ROUTE**  
Le droit à l'indemnisation, par André Tunc.

**ESPACE**  
Les moissons du Soleil de Challenger.

**17. ÉCONOMIE**  
M. Reagan relance son projet de réforme fiscale.



# enquête

PHOENIX, AMÉRIQUE 1985

## Au bout de la révolution : la presse

par BERNARD GUETTA

Phoenix (Arizona). - C'était versant. Quand votre journal a largement contribué au succès d'un restaurant, que vous y venez régulièrement, et y amenez du monde, le moindre des choses serait que la maître d'hôtel ne vous prenne pas pour l'architecte qu'on demande au téléphone.

Il y eut d'abord une expression d'étonnement vaguement réprobateur sur le visage de Jim Larkin, et, réalisant sa gaffe, la maître d'hôtel s'empêcha dans une confusion d'excuses.

Le tout n'avait duré qu'une minute, mais très éclairant sur le statut social de New Times, l'hebdomadaire qu'on ne s'attendait jamais à trouver à Phoenix, lui par quelques-uns, adonné par beaucoup d'autres, indispensable pour savoir où aller dîner et se faire plaisir, et pour les autres, un journal d'hommes en vue, avais tout connu : Pariscope et le Canard enchaîné à la fois.

Par comparaison, lorsque Darrow Tully, le patron des deux quotidiens de la ville, entre dans l'un de ses restaurants à lui, personne ne fait d'erreur. Là, les garçons s'inclinent et s'empourent, et, de leur chaise, les plus puissants de la ville cherchent avec espoir le regard d'un homme qui passe - entre la Republic et la Gazette - 400 000 exemplaires par jour et se fait négligemment appeler « Duke ». Rien à voir, financièrement parlant.

### Les enfants du Vietnam

Et pourtant, si vos misérables 125 000 exemplaires sont arrachés par des gens plus jeunes, plus riches et d'un niveau d'études supérieur à la moyenne, si la diffusion de votre hebdomadaire est près de sept fois plus large qu'il y a sept ans et qu'on ne parle que de vous en ville, même un banquier, et a fortiori un maître d'hôtel, doit savoir vous reconnaître. A moins de quarante ans, le directeur de la publication de New Times a déjà, en effet, un solide pied dans l'establishment monté de la ville, au sein duquel son acolyte Michael Lacey, le directeur de l'hebdomadaire, a d'ailleurs fait ce que l'establishment tout court aurait appelé un « beau mariage ». Mike vient d'épouser la jeune personne que Bruce Babbitt, gouverneur démocrate de l'Arizona et très actif aspirant-candidat à la prochaine élection présidentielle, a récemment nommée directeur du département des eaux. Or l'eau, il n'y a rien de plus important dans l'Arizona desséchée.

Vous avez donc démarré ce journal en plein Vietnam ?

Ils étaient jeunes, et rêvaient d'une œuvre collective. La guerre du Vietnam faisait rage. Les deux quotidiens de la ville étaient dans les mains de l'establishment. Alors, Jim Larkin et ses amis ont tenté l'impossible : créer, au fin fond de l'Arizona, un journal underground.

En 1970 exactement, après que quatre étudiants eurent été tués par la Garde nationale de l'Ohio au cours d'une manifestation anti-guerre.

Cinq ans plus tôt, nous nous cassions la figure sans discussion, mais à l'époque, explique-t-il, la contre-culture s'était déjà suffisamment développée sur les deux côtes. Est et Ouest, pour commencer à s'insinuer jusqu'au milieu, en Arizona. Tablant sur ce marché, quelques commerçants savaient en conséquence ouvrir des boutiques où l'on trouvait des waterbeds, des disques de musique moderne ou des blue-jeans et autres vêtements radicaux. La difficulté, pour eux, était qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour se payer de la publicité télévisée et que leurs clients potentiels ne liaient pas l'Arizona Republic... A 80 dollars le quart de page, pourquoi ne pas prendre un risque quand ils ont vu arriver « une bande de gamins qui ressemblaient à ceux qu'ils voulaient toucher » ?

New Times sera d'abord l'organe et le point de ralliement des féministes, des hippies, des végétariens, des gays, des militants du mouvement anti-guerre bien sûr, des drogués - de toute la tribu des années 60, qui à toutes les raisons, à Phoenix, de serrer les coudes, qui travaillent bénévolement et, naturellement, prend toutes les décisions collectivement. Puis émerge, sur la pointe des pieds, un « groupe central » dont Mike et Jim font partie et qui essaie de « faire comprendre que parler deux semaines de suite de la situation dans les prisons c'est très bien, mais que trois semaines de suite... ».

Il y a deux choses qu'on ne peut pas diriger avec un collectif, dit Mike, qui conduit aujourd'hui une Mustang blanche en rythme de la pop sur le volant : un navire et un journal. Mais qu'importe ! « Même si nous étions mauvais, même si l'indignation nous tenait lieu de professionnalisme, nous étions l'alternative, la seule chose à lire à part la Republic », et les lecteurs se multiplient, précisément en cette année 1972 où l'hebdomadaire sort une affaire de conduite en état d'ivresse contre une importante personnalité politique de l'Etat.

L'establishment n'avait jamais été attaqué. Les syndicats, la gauche, les



Dessin de JACQUES BELLENGER

étudiants, l'étaient, mais eux jamais, et cela nous a donné une crédibilité. Deux ans plus tard, l'Arizona va élire son premier gouverneur hispanique, Raul Castro, un démocrate ; quatre ans plus tard, un autre démocrate, Dennis DeConcini, va remporter l'un des deux sièges de sénateur de l'Etat.

L'édifice bâti vingt-cinq ans plus tôt par les pères fondateurs de Phoenix montre ses premières fissures, et il y a en ville assez de jeunes diplômés sophistiqués, fils du boom - petits-fils en cela des pères fondateurs - pour comprendre que New Times pourrait être un bon investissement.

New Times a dégaï, l'année dernière, un demi-million de dollars et distribué ses premiers dividendes en 1983, l'année où Jim et Mike ont racheté un hebdomadaire de Denver, dans le Colorado voisin. Les deux magazines sont gratuits, car « il n'y a pas de kiosques à journaux et au début

nous n'avions pas de quoi acheter des machines distributrices ». Le lien est-il alors réel avec le lecteur ? « Nos boîtes, répondent-ils, sont dévalisées le jour de parution », ce qui est vrai, et ce n'est pas le cas de toute feuille à financement publicitaire.

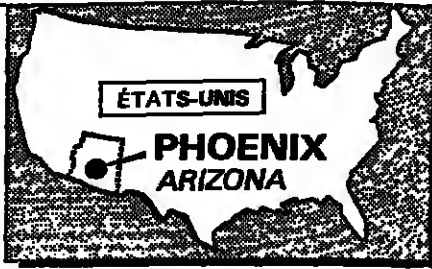
Encore confus, le maître d'hôtel du Steven est aux petits soins, le dîner embellit simplement à l'addition de 140 dollars pour quatre, service non compris. La clientèle, profane en matière de haute couture, porte taille fine et bijoux modernes, et il y a belle lurette qu'il n'y a plus de collectif dans les bureaux de New Times, mais une rédaction salariée et des patrons - cammuniés dans l'existence de l'Arizona, où « vos talents comptent beaucoup plus que vos parents et votre éducation ».

Récupération, comme on dirait en Europe ? Nous sommes en Amérique, où tout le monde aime le capitalisme, à Phoenix (Arizona) de surcroît, où tout le monde aime la ville et où « Duke » Tully ne peut pas parler de New Times sans échoir à contenir une rage blanche. A part trois mots assassins (« un journal underground »), il a plus, au demeurant, de gestes que de paroles de dédain. On ne s'aime, en fait, pas du tout, car la contestation a tout pour être profond.

### Bruits et fureur

Quand les journalistes de la Republic ont - vainement - tenté de créer une section syndicale, New Times a non seulement rendu largement compte de la bataille, mais embauché aussi plusieurs de ses victimes, excellentement renseignées sur les coulisses du quotidien. On a retrouvé dans les colonnes de l'hebdomadaire des mémos internes de la Republic sur la façon de traiter l'implication du parent d'un élu démocrate dans une affaire de droit commun. Il y a eu de retentissantes déclarations de plainte en diffamation et un prix Pulitzer dont le quotidien a dû sérieusement relayer le salaire pour éviter le passage à l'ennemi - beaucoup de bruits et de fureur.

Parce qu'il faut toujours que la politique, à Phoenix, soit une caricature. Tandis que Mike et Jim manifestaient contre la guerre du Vietnam, « Duke », lui,



se battait dans le ciel vietnamien, comme il l'avait fait, et héroïquement, en Corée. « Duke », tout naturellement, sera dans le camp d'un John McCain, élu au-dessus du Vietnam, représentant de l'Arizona et nouveau porte-drapeau du Parti républicain dans l'Etat.

Mike, lui, est un « sceptique » pour lequel « les idées des démocrates libéraux ont échoué », mais qui n'est pas plus séduit par les républicains, car « ils ne prêtent pas attention aux échecs du capitalisme » et parce qu'il est « ridicule » de penser que l'industrie privée résoudra le problème de la pauvreté. Un peu réagissant, il dit : « Nous avons un modèle économique à vendre au tiers-monde », et ajoute, un peu radical des années 60, « ...mais nous n'y vendons que des armes et n'y voyons que des marchés ».

Il est, en bref, « intéressé par les néo-libéraux », dont Jim dit qu'il s'agit, car « ils n'ont pas encore d'idées définies et ils ont de nouveaux dirigeants que je pourrais soutenir ». Savoureuse phrase, mais qu'aurait pu prononcer quelques dizaines de millions d'Américains à la recherche d'un Parti démocrate conciliant la générosité sociale et l'anti-statismisme ambiant, la fermeté dans la défense du modèle américain et une politique étrangère moins déterminée par le seul rapport Est-Ouest. C'est sur eux qu'avait tablé Gary Hart l'année dernière. C'est sur eux que tablent, pour 1988, Bruce Babbitt et une lourde poignée d'autres, mais ne dites pas aux directeurs de New Times qu'ils soutiennent le gouverneur ! Ils protestent, diront-ils, que prendra de lui et finissant par reconnaître, car c'est l'évidence : « Nous naviguons dans ce cercle (celui des démocrates) ».

Pas comme des fans. Tout simplement parce que c'est l'autre camp, le leur, celui qui bouge, celui des avocats de leur génération qui ont mis de l'argent dans New Times et qui les ont ensuite aidés à y associer leur pouvoir, celui des gens qui avaient vingt ans il y a quinze ans et ont de l'appétit aujourd'hui. Pour l'instant, la suite de l'histoire sera cependant un détour par un étrange endroit.

### Prochain article :

LA VILLE DONT LES BÉBÉS ONT CINQUANTE ANS

### Archives secrètes de Bretagne 1940-1944

par Henri Fréville

## Allemands et Bretons

Quarante ans après la guerre, l'Occupation n'a pas dévié tous ses secrets. Henri Fréville, historien et homme politique (il fut maire de Rennes, député et sénateur), infatigable fouilleur d'archives, vient d'en extraire quelques-uns d'un filon à son avis négligé : les archives allemandes.

Ainsi émerge un quasi-inconnu, Werner Best, « chef de l'administration de l'occupation en France de l'été 1940 à la fin de 1942, suture de souverainisme jamais publiées en français. Grand manipulateur de séparatistes (Fréville donne quelques coups de projecteur sur les Flamands et les Alsaciens), il a rédigé, dès sa prise de fonctions, au Ministère, un rapport sur la Bretagne, pierre angulaire de la garde sévère de l'Allemagne. Best voulait que la Reich organise, de la Norvège au Portugal, un glacis dont la Bretagne eût constitué le pilier sud, militaire et politique. Persuadé que les Bretons aspiraient à se détacher de la France », il entendait les utiliser pour tenir, à travers les Celtes d'outre-Manche, « le futur Etat allemand sous la dépendance du Reich ». En créant, en cas de besoin, des prétextes à intervention dans les affaires intérieures anglaises ». Sans une Bretagne « indépendante sous occupation permanente du Reich (II), l'Angleterre et la France ne seraient pas complètement assommées à la puissance allemande », concluait-il.

Best dut rapidement en rabattre. Dès le 30 août, l'état-major de l'armée d'occupation lui fait savoir que le soutien des séparatistes n'est pas souhaitable.

Best essaya de maintenir son point de vue. Il invoqua le Führer, qui décidera « le moment venu » ; mais von Stulpnagel, commandant militaire en France, ne fait pas les choses à moitié, et le 12 décembre, il expédie en résidence surveillée en Allemagne (où ils s'étaient exilés

en 1939 et d'où la Wehrmacht les avait ramenés dans ses fourgons) les deux principaux chefs séparatistes, Debeauvais et Moré. Quand Hitler envoya Best le représenter au Danemark, en 1942, la guerre aura changé de cap : le « glacis atlantique » et les séparatistes bretons ne seront plus à l'ordre du jour.

L'auteur ne se limite pas à cet épisode décisif, et couvre toute l'occupation en Bretagne, en traitant notamment de nombreux portraits de « collabos » de tout poil, depuis les semi-naïfs comme Louis Merli, dit Roux, Hémon, agrégé d'anglais, passionné de culture celtique, animateur de la radio allemande locale, qui découvre, quelques heures avant l'entrée des Américains à Rennes, que son rêve s'est évanoui, et des idéologues fumeux, en relation avec Rosenberg, comme Jean Barral, à des aventuriers comme Marie-Louise Deschamps, son amant allemand et quelques autres qui se dévouèrent en quelques jours avec une maestria confondante.

En revanche, Henri Fréville rend justice au patriotisme de la hiérarchie catholique et à deux « super-prêtres », François Ripart (1940-1942) et Jean Quenette (1942-1943). Il extrait du fichier préfectoral allemand (jusqu'à présent inexploité) un réquisitoire minutieux contre le préfet Rigot, allant jusqu'à lui reprocher de venir à la Kommandantur sans chapeau pour ne saluer personne !

Ecrit avec une rigueur scientifique, le livre de Fréville confirme que nul ne doit être jugé sur la place ou la position qu'il occupait alors, mais sur ce qu'il y faisait - s'ennuyait trop rare pour traiter de cette époque terrible et, comme en témoignent les efforts Merouchien, toujours explosifs.

MAURICE DELARUE.

Édition Ouest-France, 244 pages, 80 francs.

### Nationalité : Français

(...)

Il n'est pas besoin d'être fier en ce domaine pour savoir qu'un certificat de nationalité française, document qui a la force de la chose jugée, s'établit uniquement au vu de pièces d'état civil. M. J. Laurent n'étant ni naturalisé ni issu d'une génération spontanée, est français, comme la majorité de ses concitoyens moins illustres, par filiation, encore faut-il produire l'acte de naissance paternel. Tracasserie ? Certes ! mais que pensent les Français auxquels les greffes réclament l'acte de naissance de leur arrière-grand-père, les épouses divorcées, sommées de présenter celui du père de leur ex-époux ?

En matière de nationalité, une loi reste toujours en vigueur, et les nouveaux textes se superposent aux anciens. La loi du 10 août 1927 comportait quatorze articles, celle du 9 janvier 1973 en compte cent soixante et un. Le législateur multiplie les aléas et les conditions d'obtention. Il nuance à l'infini...

Résultat : les fonctionnaires des tribunaux, formés au gré des demandes formulées par des Français en puissance de certificat (...), se voient, s'entendent insulter, tout en feuilletant frénétiquement leur code à la recherche de « l'article (...) ».

A défaut de respecter quelques principes simples - acquiescer en France, s'assurer, avant le mariage de la nationalité française de l'élu(e), - tout prétendant à cette nationalité exposé sa progéniture à perdre d'une carte d'identité, celle d'un passeport, l'inscription à un concours administratif, des vacances à l'étranger, etc.

Néanmoins, personne ne songe à simplifier les textes, et les administrations réclament des certificats aux militaires de carrière, afin de reconnaître leurs droits à la retraite, « aux professeurs agrégés, avant de leur délivrer une carte d'identité... ».

Pourquoi est-il si difficile, en France, de prouver sa nationalité ? Un débat devrait être ouvert, d'abord sur la nécessité de fournir ou non un certificat de nationalité française aux administrations qui en réclament, sans discernement, ensuite sur la simplification des lois en vigueur.

CH. VERGNE (Cognac).

### Une circulaire de Raymond Barre

(...)

Ayant subi à deux reprises le même genre de tracasseries que M. Pagès pour obtenir un certificat de nationalité (le Monde, 23 juillet 1985) je voudrais citer des extraits d'une circulaire du premier ministre du 3 janvier 1978 à ce sujet.

« Il m'a été signalé que des administrations continuaient à émettre des certificats de nationalité française dans des cas où la production d'une fiche d'état civil et de nationalité aurait été suffisante... »

Je crois donc nécessaire de rappeler que la fiche d'état civil et de nationalité doit être le document de droit commun pour la justification de l'état civil et de la nationalité.

Il convient de rappeler que : a) La présentation de la carte nationale d'identité en cours de validité tient lieu de la remise ou de la présentation, selon le cas :

Du certificat de nationalité (...)

« J'insiste également sur le fait que la fiche d'état civil et de nationalité peut être établie non seulement par toute mairie, mais également par les administrations, services et établissements publics ou les entreprises, les organismes et les caisses contrôlés par l'Etat qui instruisent les dossiers et doivent donc avoir à leur disposition des fiches de modèle réglementaire. Il convient d'éviter, ainsi que cela se pratique encore fréquemment, de renvoyer les intéressés auprès d'une mairie... »

Et c'est signé : Raymond Barre.

PHILIPPE-ROGER MANTOUX (Paris).

### Sarah, 40 ans après...

Un lecteur rappelle que, sous l'Occupation, le nom juif de Sarah Bernhardt fut remplacé par celui (actuel, j'ignore s'il en fut d'autres) de Théâtre de la Ville, exemple suivi récemment par « la droite la plus bête du monde », supprimant les noms de Français célèbres, honneur du pays, sur les plaques de rues gagnées aux élections municipales.

Le Conseil de Paris, toutes tendances confondues, s'honorait en rendant à cette salle dont elle fut directrice le nom - plus éblouissant que le môme « Théâtre de la Ville »

### Cyrille et Méthode

(...)

Je me permets de vous signaler une erreur assez grave dans l'article du vendredi 5 juillet qui annonçait les festivités de l'honneur des saints Cyrille et Méthode. On y parlait en effet de Velehrad (lieu présumé de

la naissance de Méthode). Il s'agit là, je crois, d'une erreur grossière, car les deux frères Cyrille et Méthode étaient originaires de Thessalonique ; le lieu de leur naissance est une grande importance, car c'est en Macédoine, lieu de rencontre des Grecs et des Slaves qu'a germé le projet de cet alphas-cyrillique qui a tellement contribué à l'évangélisation et à la culture de monde slave.

Il y a là un événement analogue à ce qui s'est produit quatre siècles avant, quand Ulfila a traduit une partie de l'Ecriture en langue gothique. Seulement Ulfila était de tendance arienne, ce qui a posé par la suite d'énormes problèmes.

OLIVIER METTRA (Milan).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650872 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Impression : « Le Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS 5.

Reproduction autorisée de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 30 F. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 235 F. CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 800 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F. CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 ad.

صكنا من الأصل







# AMÉRIQUES

## Bolivie

### L'intronisation du président Estenssoro : une « véritable fête de la démocratie »

M. Victor Paz Estenssoro a prêté serment mardi 6 août devant le Congrès et occupe pour la quatrième fois le palais présidentiel. Cette passation de pouvoir a été vécue comme une « véritable fête de la démocratie bolivienne » par les invités étrangers dans un pays dont l'histoire a connu quatre-vingt-dix coups d'État. Le président Estenssoro a demandé le « sacrifice de chacun », sans lequel la Bolivie pourrait être « en cessation de paiement ».

### Eviter la faillite complète

De notre envoyée spéciale

La Paz. — M. Victor Paz Estenssoro, soixante-deux ans, a reçu l'écharpe présidentielle des mains de M. Hernán Siles Zuazo, soixante-deux ans, exactement comme il y a vingt-cinq ans, le 6 août 1960, pour la fête de l'indépendance. En 1960, les rôles étaient inversés : M. Siles Zuazo succédait au président Paz. Ils appartenaient alors au même parti.

Le « docteur Paz » et « Don Hernán », protégés de la Phisocra contemporaine bolivienne, après avoir défriqué ensemble, pendant une dizaine d'années, le terrain de la révolution, après en avoir essuyé les fondations, les avoir consolidées, se sont souvent croisés sur le même chemin, mais à partir de 1964, en frères ennemis. Depuis cette date, on parle en Bolivie de la « haine biblique » que se vouent les deux hommes.

Haine biblique qui n'a pourtant pas tenu en cause le processus démocratique : ce 6 août 1985 marque une date historique dans ce pays, puisque c'est la première fois qu'un parti gouvernant remet à l'opposition les symboles du pouvoir. Sans marchandage préalable, les parlementaires du MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche) de M. Siles Zuazo ont voté pour M. Paz Estenssoro, au Congrès, dimanche dernier. Et c'est

avec une certaine élégance que le président du Sénat, M. Gonzalo Sánchez de Lozada, a rendu hommage à l'ancien président au cours



Don Victor Paz Estenssoro.

de la cérémonie d'intronisation, en déclarant : « Les hommes de demain seront plus généreux avec le présent, sortant que ne l'ont été ses contemporains. eux se rendront compte qu'il n'a pu maintenir le système démocratique. »

### Le « pouvoir de l'agriculture »

En effet, le président Siles a décidé, en novembre dernier, d'abréger d'un an son mandat, afin de désigner celui qui, à droite comme à gauche, préférait le recevoir. Et il a gouverné sans répression, respectant la liberté de la presse, la liberté d'opinion et les manifestations syndicales. Comme il l'a souligné dans son dernier discours : « Personne n'a souffert dans les prisons ou en exil. Aucune mère, aucun fils, n'a eu à pleurer la perte d'un être cher... »

En fait, le pays dant hérite M. Victor Paz Estenssoro ressemble plus à celui de 1960, au bord de la faillite, qu'à celui de 1980 : hyperinflation (plus de dix mille pour cent prévu pour 1985), déficit fiscal gigantesque, banqueroute de toutes les entreprises publiques, décadence de la production alimentaire qui oblige à un effort considérable d'importations consommant les rares devises provenant des exportations, chômage et sous-emploi croissant.

Pour juguler cette crise, M. Paz Estenssoro envisage une modification radicale de l'économie en bouleversant les structures de la production. Il s'agit de moderniser la vie rurale et de résoudre la contradiction entre campagne et ville. La priorité immédiate est donc le « pouvoir de l'agriculture » que le MNR définit comme « la grande bataille anti-impérialiste de notre temps », qui doit liquider en premier lieu la dépendance alimentaire. Bataille qui va se livrer parallèlement à des mesures plus traditionnelles, puis, dans les domaines fiscal et monétaire pour retrouver l'équilibre du budget, réduire la masse monétaire et rationaliser le crédit. Une politique d'austérité que le Fonds monétaire international ne manquera pas d'approuver et que les syndicats boliviens s'apprêtent déjà à combattre.

NICOLE BONNET.

### LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

La Paz, 7 août (AFP). — Le nouveau chef de l'Etat a annoncé mardi la composition de son gouvernement :

Relations extérieures, M. Gaston Arce; Intérieur, M. Federico Kaune; Artésaga; Défense, M. Fernando Valle; Plan, M. Guillermo Badregal Gutierrez; Finances, M. Roberto Quisbert; Travail, M. Walter Costas Bedani; Santé, M. Hugo Rodríguez; Logement, M. Carlos Alaga; Éducation, M. Enrique Jijón Meigs; Énergie, M. Orlando Domínguez; Transport, M. Néstor Delator; Industrie, M. Douglas Acuña; Mines, M. Sifonoso Calvira; Agriculture, M. Antonio Tovar; Affaires agricoles, M. Mauricio Mamani; Information, M. Reynaldo Peters; Intégration, M. Fernando Cáceres; Secrétaire de la présidence, M. Guillermo Rivas Tejeda.

## DIPLOMATIE

### M. MITTERRAND ET LE CHANCELLIER KOHL SE RENCONTRERONT LE 24 AOUT AU FORT DE BRÉGANÇON

Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl se retrouveront pour des entretiens politiques le 24 août au fort de Brégançon, sur la Côte d'Azur.

Cette rencontre entre dans le cadre des consultations régulières entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement fédéral ouest-allemand. MM. Kohl et Mitterrand avaient eu un bref entretien le 18 juillet à Strasbourg, où ils étaient venus assister à un concert du cycle « Europa Cantat ».

Les deux hommes s'étaient retrouvés fin juin à l'occasion du conseil européen. Le dernier sommet franco-allemand remonte au 28 mai, date à laquelle le chancelier et le président avaient eu plusieurs heures de conversation à Constance, dans le sud de la RFA.

Le fort de Brégançon, situé tout près du cap Bénat, sur la côte varoise, est l'une des résidences présidentielles.

### MOSCOU A AUTORISÉ L'INSPECTION DE CERTAINS DES SES REACTEURS NUCLEAIRES

Washington (Reuters). — Les Etats-Unis ont annoncé, mardi 6 août, que l'Union soviétique avait décidé d'autoriser une inspection internationale de ses réacteurs nucléaires.

« Nous sommes très satisfaits que l'URSS ait accepté de permettre le contrôle (...) de certaines de ses installations nucléaires civiles par l'Agence internationale de l'énergie atomique », a déclaré M. Bernard Kalb, porte-parole de la Maison Blanche.

Cette déclaration confirme une information donnée par le New York Times, selon laquelle Moscou avait décidé d'autoriser, pour la première fois, une inspection par l'IAEA de deux de ses réacteurs durant le mois d'août. Cet accord a été qualifié de « progrès important » par M. Kalb.

La Vienne, un porte-parole de l'IAEA a confirmé l'information, précisant que l'Agence allait examiner pendant la conférence de réexamen du traité de non-prolifération nucléaire qui s'ouvre le 27 août à Genève et qui regroupera 128 pays. Le porte-parole n'a pas indiqué le nombre de réacteurs soumis à l'inspection, mais a assuré à l'IAEA que l'Agence sera autorisée à accéder à la base de données et qu'elle pourra appliquer le principe de l'inspection de certains de ses installations nucléaires.

## Guyana

### Mort du président Forbes Burnham

Georgetown (AFP, UPI). — Le président du Guyana, M. Forbes Burnham, est décédé mardi 6 août d'une crise cardiaque, alors qu'il subissait une opération qualifiée de « bénigne » par ses médecins. L'annonce de la mort de Forbes Burnham a été faite mardi, à la radio officielle, par le premier ministre M. Desmond Hoyte. Celui-ci, un avocat de cinquante-six ans, a prêté serment comme président intérimaire moins de trois heures après la décade du chef de l'Etat. Dans la matinée, un communiqué avait annoncé que M. Burnham devait passer la journée à l'hôpital « afin de subir une opération bénigne à la gorge pour une douleur provoquant un enrouement occasionnel ».

Selon les premières informations, la situation dans le pays reste calme après l'annonce du décès du chef de l'Etat. Après la prestation de serment du président intérimaire, M. Hamilton Green, vice-président et vice-premier ministre, rempli des fonctions de chef du gouvernement. Dans un discours radio-diffusé, le nouveau président a rendu hommage au défunt et a affirmé qu'il suivait la politique de son prédécesseur. Selon CANA, l'agence de presse des Antilles, la population a commencé à se rassembler autour de l'hôpital de Georgetown.

Né en février 1923 à Georgetown, diplômé de l'université de Londres, Linden Forbes Samson Burnham, un avocat de race noire, avait participé en 1949 à la fondation du Parti progressiste populaire (PPP, pro-soviétique), dont il s'était séparé en 1955. Deux ans plus tard, il créait le Congrès national du peuple (PNC), d'orientation socialiste, tiers-mondiste et non aligné.

Elu maire de Georgetown en 1959, il est nommé premier ministre en décembre 1964, dix-huit mois après la déclaration d'indépendance. Forbes Burnham est élu président en décembre 1980, après l'adoption d'une nouvelle constitution qui lui accorde des pouvoirs étendus.

Son action à la tête du pays a été marquée par sa volonté de diversifier les relations du Guyana, en pratiquant notamment une ouverture vers les pays de l'Est. Son gouvernement a appuyé les mouvements de guérilla d'Afrique australe et a pratiqué le boycottage des sports entraînant des liens avec l'Afrique du Sud.

Le parti de Forbes Burnham, le PNC, détient actuellement à l'Assemblée nationale une majorité absolue de 53 sièges sur 65. Le PFP (progressistes), dirigé par M. Cheddi Jagan, détient 10 sièges. Peu de temps avant l'élection présidentielle de 1980, l'assassinat d'un autre principal opposant, Walter Rodney, avait marqué le début de l'orientation autoritaire du régime, longtemps occultée par la pratique d'une forme de démocratie « à la Westminster », héritée de l'ancien colonisateur anglais.

Récemment, Forbes Burnham avait proposé à son adversaire traditionnel, M. Cheddi Jagan, la formation d'une « union politique » et l'ouverture d'un « dialogue constructif ». Une coopération entre les deux hommes était considérée comme de nature à apaiser les tensions raciales sous-jacentes dans le pays.

La mort du président de la Guyana intervient en période pré-électorale, de nouvelles élections législatives étant prévues pour la fin de 1985 ou le début de l'année 1986.

### Une population ethniquement divisée

Situé sur la côte est du continent sud-américain, entre le Venezuela à l'ouest et le Suriname (ancienne Guyane hollandaise) à l'est, le Guyana, grand comme presque la moitié de la France (215 000 kilomètres carrés), est recouvert au sud de forêts équatoriales. Colonisé en 1820 par les Hollandais, qui y ont importé de nombreux esclaves africains, il est passé en 1799 sous l'influence anglaise. Les Britanniques ont favorisé l'installation d'une forte colonie d'Asiatiques (Indiens), qui représentent encore 50 % de la population. L'autre moitié est constituée par les descendants des esclaves noirs (35 %), des Amérindiens (10 %) et des Européens. La population totale s'élève à 925 000 habitants, regroupés pour l'essentiel au nord, dans la étroite plaine côtière bordée par l'océan Atlantique.

Les divisions ethniques ont provoqué de nombreux conflits sociaux en dépit d'une relative stabilité politique. Forbes Burnham, le président défunt, détenant la réalité du pouvoir depuis 1964, les Noirs constituent la majeure partie des prolétaires urbains, les Indiens dominent dans les campagnes.

L'économie du pays repose sur l'exploitation forestière et une agriculture de type tropical (cane à sucre, café, bananes, agave), ainsi que sur d'importantes ressources minières, notamment la bauxite — dont le Guyana est le deuxième producteur mondial —, l'or et les diamants. Elle connaît toutefois des difficultés depuis plusieurs années, au point que, en juin, le Fonds monétaire international avait fait connaître à Georgetown son refus de lui accorder une assistance économique. L'endettement du Guyana auprès du FMI pour l'année en cours s'élève à 31,7 millions de dollars, dont 4 millions seulement ont été payés à ce jour. Le gouvernement de M. Burnham souhaitait obtenir du Fonds des crédits de l'ordre de 150 à 200 millions de dollars.

M. Forbes Burnham avait vivement critiqué la décision du FMI, la qualifiant d'« invitation au crime ». Il avait fait valoir que la situation de son pays s'était sensiblement redressée l'an dernier, avec une croissance économique de 2 % après une suite de trois années de déclin.

## A TRAVERS LE MONDE

### Egypte

LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT A ANNULÉ LA LIBÉRATION D'UN CHEF ISLAMISTE. — La Cour de sûreté de l'Etat a estimé, mardi 6 août, que la détention d'un des chefs de file des fondamentalistes musulmans, le cheikh Hafez Salama (le Monde du 17 juillet), était « illégale » et a ordonné sa remise en liberté. La Cour a également ordonné l'élargissement de Mohamed El Ibrahim, collaborateur du cheikh Salama et frère de Khaled El Ibrahim, qui fut exécuté pour sa participation à l'assassinat de Sadat. — (AP).

### Grèce

UN ALBANAIS DEMANDE L'ASILE POLITIQUE. — Un ressortissant albanais, Kassio Hoxha, trente-quatre ans, a demandé l'asile politique à la Grèce à la fin de la semaine dernière, selon le journal athénien *Nea Epithisi* (droite), qui cite des sources bien informées. Le réfugié est porteur de documents très importants dont une liste de dix-huit hauts cadres gouvernementaux albanais dont la plupart ont été exécutés et d'autres envoyés en exil. Selon *Nea Epithisi*, M. Kassio Hoxha originaire de Markati, un petit village près de Saranda (sud-ouest de l'Albanie), était membre du parti communiste al-

banais. En 1973, il serait tombé en disgrâce et, après un bref procès, a été emprisonné jusqu'en 1983. — (AFP).

### Pakistan

LE CORPS DE SHAH NA-WAZ BHUTTO RENDU A SA FAMILLE. — Le corps de Shah Nawaz Bhutto, décédé le 18 juillet à Cannes, a été rendu à sa famille lundi 5 août par la justice française. Le parquet de Grasse n'a révélé aucune information concernant les causes de la mort de Shah, ni sur les résultats du rapport de l'autopsie, ni sur les raisons qui ont amené la justice française à placer le corps du fils de l'ancien président pakistanais à la disposition du juge d'instruction de Grasse, M. Thiolet, pendant plus de deux semaines.

### Zimbabwe

ARRESTATIONS AU SEIN DU ZAPU. — Trente-quatre membres du parti d'opposition ZAPU de M. Joshua Nkomo, dont le président du groupe parlementaire, M. Sidney Mahunga, ont été arrêtés par la police pour l'interrogatoire. A l'annonce, mardi 6 août, le journal progressiste *Harare Herald*, une trentaine d'entre eux, dont quatre femmes, avaient été arrêtés au cours de perquisitions opérées chez M. Nkomo Harare et à Bulawayo, dans le Matabeland les deux dernières semaines (le Monde du 6 août).

## Chili

### Dissolution du service de renseignement des carabiniers

Santiago. — Le directeur des carabiniers (corps de police de statut para-militaire), le général Spangue a annoncé, mardi 6 août, la dissolution du service de renseignement des carabiniers, mis en cause dans l'enlèvement et l'assassinat, en mars dernier, de trois opposants au régime chilien, qui avaient été retrouvés égarés dans la banlieue de Santiago, le 30 mars dernier. Cette affaire avait déjà entraîné la démission du président directeur des carabiniers, le général Mendoza, à la suite de l'arrestation et de la destitution de quatre carabiniers dont le chef des services de renseignement, le colonel Luis Fontaine.

Par ailleurs, le ministre chilien de l'Intérieur a annoncé ce même mardi l'envoi en exil intérieur pour une durée de trois mois, dans l'île de Molokai, distante de 1 300 kilomètres de Santiago, de quatorze opposants chiliens de groupes de gauche ou de défense des droits de l'homme. Ces dix hommes et quatre femmes sont accusés d'avoir participé aux manifestations qui ont éclaté la semaine dernière lorsqu'un tribunal civil a conclu que la police était liée au meurtre des trois opposants. Le juge chilien José Casanova

Robles, qui avait impliqué les carabiniers dans cet assassinat, a pour sa part, annoncé qu'il reprendrait l'instruction du dossier, dont il s'était dessaisi au profit de la justice militaire, celle-ci s'étant déclarée « incompétente ».

### Des parlementaires européens à Santiago

Les familles des opposants arrêtés et envoyés en exil ont investi mardi les locaux de la Communauté économique européenne à Santiago pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur ces arrestations. Une mission de parlementaires européens doit se rendre prochainement à Santiago pour s'entretenir avec les dirigeants chiliens de la situation des droits de l'homme dans le pays. Composée de personnalités de diverses tendances et de plusieurs nationalités (Françaises, Britanniques et Allemandes de l'Ouest), cette mission devrait arriver à Santiago le 29 août. La délégation française comprendra M<sup>me</sup> Simone Veil et M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre. — (AFP, Reuters, UPI).

## Etats-Unis

### UN ANCIEN RÉDACTEUR DU « WALL STREET JOURNAL » CONDAMNÉ POUR FRAUDE BOURSÈRE

New-York. — Un ancien rédacteur du *Wall Street Journal*, R. Foster Winans, a été condamné, lundi 5 août, à dix-huit mois de prison et 5 000 dollars d'amende pour fraude boursière. Ce jugement est accompagné d'une peine de mise à l'épreuve de cinq ans et l'obligation d'accomplir 400 heures de travail au service de la collectivité.

Chroniqueur boursier dans le célèbre quotidien new-yorkais, R. Foster Winans a été reconnu coupable d'avoir communiqué à l'avance à des copieurs de *Wall Street*, entre octobre 1983 et mars 1984, des informations sur des valeurs mobilières qu'il reproduisait ensuite dans ses articles. Les bénéficiaires de ces confidences pouvaient ainsi spéculer sur les valeurs en question en étant quasiment assurés de gagner. En six mois, les profits de ces opérations se sont élevés à quelque 900 000 dollars. Plus modestement, Winans avait, pour sa part, reçu des enveloppes d'un montant de 31 000 dollars. Le journaliste a été également reconnu coupable d'avoir croqué des valeurs sur son ordinateur.

La chronique de Foster Winans était lue dans les meilleurs boursiers. Afin d'éviter tout malentendu, le *Wall Street Journal* avait, dès le début, traité amplement cette affaire dans ses colonnes. Le quotidien new-yorkais a publié, mardi, en outre, une première page de son cahier boursier, la nouvelle de la condamnation de son ancien collaborateur. — (UPI).

### DES MÉMOIRES QUI RAPPORTENT

New-York. — M. David Stockman a fait une bonne affaire en quittant le 1<sup>er</sup> août son poste de directeur du budget dans le gouvernement de M. Reagan : il vient de vendre ses Mémoires à la maison d'édition new-yorkaise Harper and Row pour plus de 2 millions de dollars. M. Stockman, 38 ans, qui gagnait 75 000 dollars par an comme directeur du budget, a été embauché par la société d'investissements Salomon Brothers avec un salaire annuel, selon les milieux professionnels, d'environ un million de dollars.

Le livre, intitulé *Le Triomphe de la politique*, sera publié le printemps prochain. Il consistera, selon l'éditeur, en « mémoires personnels accompagnés d'analyses rétrospectives de l'appareil politique et gouvernemental américain ». C'est dire qu'il est attendu avec une certaine inquiétude à Washington, où l'ancien directeur du budget a la réputation d'un homme qui ne mâche pas ses mots et où il s'est fait en quatre ans de solides ennemis contre le secrétaire à la défense, M. Weinberger.

Selon l'hebdomadaire *Newsweek*, plusieurs responsables de l'administration à Washington, dont le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, l'ont déjà avéré de modifier ses critiques et ses révélations, sous peine de compromettre son avenir dans le monde politique que dans celui des affaires. — (AFP).

### Le financier véreux Robert Vesco vit à Cuba

Washington (UPI). — L'ancien homme d'affaires américain Robert Vesco, considéré aux Etats-Unis comme une personne en fuite depuis la fin de 1971, vit actuellement à Cuba. M. Fidel Castro a confirmé les rumeurs circulant à ce sujet depuis quelque temps, à l'issue de la conférence latino-américaine sur la dette, réunie à La Havane à l'initiative du dirigeant cubain et qui s'est achevée dimanche 5 août.

Interrogé par des journalistes américains sur la présence de R. Vesco dans l'île, M. Castro a répondu : « Il est venu pour un traitement médical. Nous le lui avons accordé. S'il veut vivre ici, il le peut. Ce qu'il a fait auparavant aux Etats-Unis ne nous intéresse pas. »

Robert Vesco avait fui son pays, il y a plus de treize ans, pour échapper à une enquête de la Commission des opérations en Bourse sur une opération frauduleuse portant sur 224 millions de dollars. Dans l'intervalle vraisemblable de bloquer cette enquête, il avait versé, en 1972, une

somme de 200 000 dollars au fonds électoral de M. Nixon. En 1976, le financier avait été inculpé, par un grand jury fédéral de New-York, d'escroquerie dans une autre affaire portant sur 1 million de dollars.

Ces dix dernières années, Robert Vesco a vécu dans divers pays des Caraïbes. La semaine dernière, une équipe de la chaîne de télévision NBC avait filmé un homme barbu qui ressemblait dans le jardin d'une ville de La Havane. Après la diffusion de ce film aux Etats-Unis par NBC, le département de la Justice américaine avait publié un communiqué affirmant que l'homme d'affaires avait été placé par les autorités cubaines en résidence surveillée. M. Fidel Castro a démenti ce point.

Selon certains diplomates, le gouvernement cubain pourrait utiliser les commissions de Vesco dans le monde des affaires américaines pour tourner l'embargo auquel l'île est soumise depuis une vingtaine d'années par les Etats-Unis.

**anglais intensif pour adultes**

Séjours linguistiques spécialement conçus pour adultes. En juillet et août dans les établissements universitaires de LANCASTER, OXFORD et EDINBURGH.

Renseignements : **ilingua** parle vive gauche, 109 rue de l'Université 75007 Paris - Tél. : 551 46 60 Téléc. : 203 48 86

**ilingua** Le monde des langues Les langues du monde

### Tension à Palerme de police

Depuis dans la Palerme, le commandant Casarini traitait de « casseurs » les manifestants qui se réunissaient devant le palais de justice. Le lieutenant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.

Le commandant Casarini, qui avait été tué dans un attentat, était le père d'un des manifestants. Les policiers ont été accusés de violence et de répression.







# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### EXCLU DU PS EN 1982

#### M. Baume, président du conseil général du Gard, rejoint le RPR

M. Gilbert Baume, président du conseil général du Gard, s'est inscrit au groupe RPR du Sénat, assemblée où il était entré en septembre 1980 avec l'étiquette socialiste. M. Baume se propose de conduire aux élections législatives, dans son département, « une

liste de large rassemblement ». « Voilà donc la conclusion de tout de manœuvres et de contorsions politiciennes », a déclaré, le mardi 6 août, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du Parti socialiste. Selon

De notre correspondant

Nîmes. — M. Gilbert Baume, président du conseil général du Gard, maire de Pont-Saint-Espirit, exclu du PS en 1982, est, depuis mardi, inscrit au groupe RPR au Sénat. M. Baume explique sa décision par le « sectarisme du Parti socialiste » et une politique gouvernementale qui ne répond pas plus à ses aspirations qu'aux aspirations d'une part de plus en plus croissante de la population française.

A propos du « sectarisme du PS » évoqué par ce châtiment de fraîche date, il faut rappeler le bras de fer qui l'oppose depuis de longs mois à l'appareil socialiste pour le contrôle

de la fédération départementale. Cet affrontement avait entraîné au sein de cette fédération une crise suffisamment grave pour provoquer l'intervention de la direction du PS et la nomination d'un collectif chargé d'expédier les affaires courantes. Les instances nationales avaient prononcé d'autres exclusions de fidèles du président Baume, notamment celle de M. Charles Bouet, qui s'était maintenu face au candidat socialiste officiel du canton de Sommières, M. Jean-Marie Cambois, maire de cette même ville, aux dernières élections cantonales.

Quant à la décision de M. Baume sur les orientations de la politique gouvernementale, il faut la mettre sur le compte, affirme-t-il, de l'emploi, des nationalisations et surtout « des difficultés croissantes des collectivités locales au plan financier, conséquence des transferts de charges non suivis des moyens nécessaires ». Derrière ce que la fédération gardoise du PS, avec l'assentiment de M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, qualifie de « trahison » et d'« aventurisme ambitieux », il y a les élections législatives de mars 1986.

#### Patron chez lui

« Nous ne sommes pas de ceux qui se sont, par avance, résignés à la défaite », écrit-il même, en décembre 1979. M. Gilbert Baume, dans un « point de vue » consacré avec un autre président de conseil général (1), en faveur de la candidature de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle de 1981. Six ans après, M. Baume se résigne... et ne se résigne pas. La défaite des socialistes lui paraît inéluctable en 1986, mais ce ne sera pas la sienne.

Pourquoi en serait-il autrement, après tout ? La rupture entre M. Baume et le Parti socialiste ne date pas d'aujourd'hui, mais de ce jour de mars 1982 où la direction du PS, pour le punir d'être passé du camp mitterrandiste à celui des rocardiens, avait imposé son remplacement comme président du conseil général du Gard. Le remplaçant n'avait pas tenu quatre mois. En juillet, à la faveur de l'annulation sur requête de l'opposition, de l'élec-

tion du président, M. Baume avait retrouvé son fauteuil, grâce à une majorité recrutée dans tous les groupes.

Alors âgé de trente-neuf ans, sénateur depuis deux ans, conseiller général depuis 1973, maire de Pont-Saint-Espirit depuis 1971, M. Baume était exclu du PS, en septembre, mais il restait le patron chez lui. Il allait le confirmer avec éclat aux élections cantonales suivantes, celles de mars dernier, en faisant réélire « son » candidat contre le représentant officiel du PS dans un canton lido-girois, et en étant reconduit à l'unanimité moins une voix — la sienne — à la présidence de l'assemblée départementale.

Pauvre fédération socialiste, impuissante face à la stratégie personnelle du maire de Pont-Saint-Espirit, tandis que M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, ministre, porte-parole du gouvernement, élu de Nîmes, se tient prudemment à l'écart de

ce remue-ménage ! Il n'est pas jusqu'au Parti communiste, dont les élus se sont montrés dévisés, qui ne soit touché par la turbulence baumétiste.

Après avoir remplacé, dans la composition du bureau du conseil général, l'alliance avec le PCF par un accord avec l'opposition, M. Baume rejoint cette dernière. Certains le voyaient venir, mais pas si tôt ni si brutalement. Il est vrai que le premier engagement du président, dans sa jeunesse, fut pour le général de Gaulle, dont un portrait, en président de la République, orne son bureau. Le socialisme aura-t-il été, pour ce meneur passionné, autre chose que le prix de la conquête du Gard ?

P. J.

(1) M. Henri Darras, président du conseil général du Pas-de-Calais (Le Monde du 11 décembre 1979).

(Publicité)

Pour l'emporter il faut avoir LES IDÉES CLAIRES

L'association DÉMOCRATIE 2 000

Créée à l'initiative des « transcourants »

organise une rencontre d'été à LORIENT

LES 21 et 22 AOUT

SUR LE THÈME :

## LA GAUCHE FACE AUX MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ

- Quelle est l'actualité des valeurs de la gauche ?
- Contraintes économiques et projet de solidarité.
- Quelle stratégie après l'union de la gauche ?
- Adaptation des modes d'organisation politique à la société d'aujourd'hui.

INTERVIENDRONT : MICHEL DELEBARRE, ministre du travail et de l'emploi.  
MAX GALLO, ancien ministre, député européen.

Participeront également : A. Adler, J. Auxiette, J. Dray, J. Floch, J.-M. Gaillard, F. Hollande, J. Joffrin, J.-P. Jouyet, J.-Y. Le Drian, J.-P. Mignard, C. Neuchwander, P. Picard, B. Poignant, J. Sauvageot.

Pour TOUT RENSEIGNEMENT ou TOUTE PARTICIPATION contacter MAIRIE DE LORIENT.  
Tél. (97) 21-20-51, POSTE 205. Adresse : B.P. 244.

#### M. Plissonnier (PC) : les socialistes font « ce que demande la réaction »

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, le lundi 5 août, au cours d'une réunion de militants communistes des Hauts-de-Seine, à Nanterre, que « le PS fait, désormais, ce que demande la réaction ». En outre, s'agissant des nouvelles chaînes de télévision, M. Plissonnier estime que « le PS s'attribue des positions pour aujourd'hui et pour demain », que « pour cela, il recourt à des intermédiaires financiers proches de lui, tels Riboud, Trigano, Europe 1, Schlumberger et autres » et que « l'agence Havas ou le socialiste Rousselet sont là pour mettre en place le dispositif ».

Au sujet de la possible cohabitation entre le président de la République et une majorité de droite à l'Assemblée nationale, M. Plissonnier a déclaré que « les uns et les autres admettent que les bases du consensus existent, aussi bien en politique intérieure avec la poursuite de l'austérité, qu'en politique extérieure avec l'intégration atlantique et européenne poussée toujours plus loin — c'est-à-dire la supranationalité, les nouveaux abandons de notre souveraineté nationale ».

M. Plissonnier a indiqué, enfin, que les militants communistes « s'engagent plus résolument dans l'action » et qu'on « constate une amélioration » des « rapports [du parti] avec les masses ». M. Plissonnier estime, néanmoins, qu'il faut se garder de tout triomphisme. Il a observé que les résultats de la vente de la « vignette » donnant droit à l'entrée à la fête de l'Humanité, le mois prochain, « sont bons, mais connaissent de grandes inégalités ».

« M. Delanoë et le mensonge » de M. Toubon. — M. Delanoë, membre du secrétariat national du PS, estime que « les résultats économiques du gouvernement gênent M. Toubon » et que le secrétaire général du RPR « la maquette en échec, battant ou gré de ses préoccupations partielles les efforts des Français ». M. Delanoë répond ainsi à l'interview de M. Toubon publiée mardi 6 août dans le « L'Écho » (Le Monde du 7 août). Pour lui, « contrairement au RPR, le gouvernement ne sacrifie pas l'avenir du pays en fonction de calculs mesquins et sectaires ». M. Toubon, a-t-il déclaré mardi, « emploie le mensonge et la violence comme instruments de débat ».

#### M. Lancien (RPR) : l'apaisement était souhaitable à la Guadeloupe

La colère de M. Bousquet

Pour M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, qui cherche depuis de longues semaines à s'imposer dans cette même perspective comme le fédérateur des partis d'opposition dans le Gard, la coulée de la République, on se remette à l'UDF local, qui s'en remet aux décisions parisiennes. M. Bousquet ne bénéficie que de l'appui de ses adjoints UDF et d'un pale soutien attaché tout récemment à M. Jean Lecanuet. L'UDF départementale, elle, s'oppose nettement au maire de Nîmes.

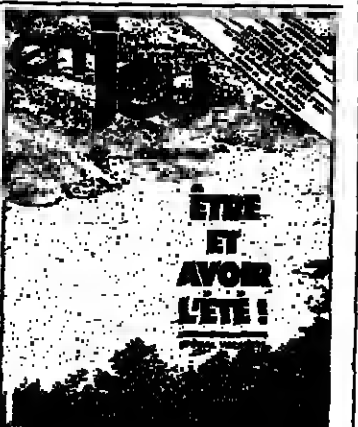
Dans ce contexte, l'annonce de la présentation d'une liste conduite par M. Baume, avec la probable bénédiction du RPR, a fait partir M. Jean Bousquet de ses gonds. Un communiqué émanant de l'hôtel de ville de Nîmes affirme : « En adhérent au groupe RPR, [M. Baume] rend son idéal et bafoue tous les électeurs gardois inscrits ou non dans les formations de gauche ». Le maire de Nîmes s'en prend par ailleurs au RPR, qu'il accuse de trahison. Il réaffirme son intention de conduire une liste d'opposition aux législatives.

OLIVIER CLERC.

Précision

#### LES MYSTÈRES DE LA TRINITÉ

Un lecteur de Neuilly-sur-Seine, M. Sélzer, s'est étonné de lire, dans le Monde du 2 août, que M. Yves Bousquet, directeur de la surveillance du territoire, nommé commissaire de la République du Finistère, avait été, de 1968 à 1970, « sous-préfet de La Trinité (Morbihan) ». Il s'agissait, bien sûr, de La Trinité, sous-préfecture de La Martinique. Quant à La Trinité-sur-Mer, mille quatre cent soixante-dix habitants au dernier recensement, comme le dit ce lecteur avec humour, « peut-être deviendra-t-elle sous-préfecture quand le Front national aura pris le pouvoir, puisque c'est la ville natale de Jean-Marie Le Pen ».



articles de Raymond Aubrac, Gilles Perrotin, M. Charazat, Y. Loiseux, Hélène Goldet, Jean-Marie Colombani, E. Charles-Roux, A. Garber...  
Série croquée par A. Solo  
1 an : 200 F CCP n° 17 807 07 Paris  
Éditions du 10 Mai  
52 rue de Bourgogne, 75007 Paris  
EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

#### AU « JOURNAL OFFICIEL » Accroissement du nombre de hauts fonctionnaires nommés par le chef de l'Etat

(Suite de la première page.)

Parmi les postes dont les titulaires seront désormais nommés en conseil des ministres, on relève ceux des directeurs des caisses nationales d'allocation familiale, d'assurance-maladie et d'assurance-vieillesse.

Ces dispositions, dans la perspective d'un changement de majorité à l'Assemblée nationale en mars prochain (pour la majorité des « cas ») et établissent (pour quelques-uns) l'impossibilité pour le gouvernement qui serait alors constitué de pourvoir ces emplois sans l'accord du président de la République. C'est en effet ce dernier qui, aux termes mêmes de la Constitution, « nomme aux emplois civils et militaires de l'Etat ».

La mise à jour du décret concernant le secteur public intervient, comme la précédente, à la veille d'une échéance législative pour le moins incertaine pour la majorité. Ce n'était pas un hasard, en effet, si la précédente mise à jour était intervenue un mois avant les élections législatives de 1967. La majorité d'alors ne l'avait emporté qu'avec un siège d'avance sur l'opposition. L'opposition d'aujourd'hui, si elle s'élève, devra donc prendre en compte le fait que cette mesure conservatoire n'est pas sans précédent.

Le décret du 6 août apparaît toutefois comme une traduction mineure, mais significative, de l'intention exprimée par le président de la République de ne pas être « inerte » dans la cohabitation avec un gouvernement issu de l'actuelle

opposition. Il marque une des limites du pouvoir dont dispose le seul gouvernement. Il pourra servir l'argumentation de ceux qui, dans l'opposition, estiment que la cohabitation est impraticable.

PATRICK JARREAU.

#### LA LOI SUR LES CONGÉS DE CONVERSION EST PUBLIÉE

Adoptée le 25 juillet par l'Assemblée nationale, la loi sur les congés de conversion a été publiée au Journal officiel du 6 août, devenant ainsi la loi du 5 août 1985.

Ce dispositif édulcoré fait suite au projet de CFE (congrès de formation recherche d'emploi) imaginé par le cabinet du ministre du travail au début de l'année et soumis à la discussion des parlementaires sociaux, qui n'avaient finalement pu s'entendre sur ce sujet en juin dernier.

La loi devrait être complétée rapidement par des textes réglementaires afin de pouvoir s'appliquer dès la fin du mois d'août, et les partenaires sociaux, au sein du conseil supérieur de l'emploi, ont été consultés sur ce point.

Le congé de conversion pourrait bénéficier, en année pleine, à soixante-dix mille salariés sur les quatre cent mille qui sont licenciés pour cause économique. Pendant une durée de quatre à dix mois, le salarié pourrait recevoir des aides au reclassement et obtenir une formation. Une allocation équivalente à 65 % de son ancien salaire lui serait versée, et le contrat de travail le liant à son employeur ne serait pas rompu mais suspendu. Le recours à ces congés se ferait sur la base du volontariat, pour les entreprises et les salariés, l'Etat pouvant participer financièrement à sa prise en charge.

LIVRES ANCIENS  
CATALOGUE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE  
SUR DEMANDE  
Librairie E. DAVAL  
13, rue Villedouze, 69002 LYON  
Tél. (7) 837-41-43

صكزا من الأهل

belfond

# L'Histoire au rendez-vous des romans de l'été

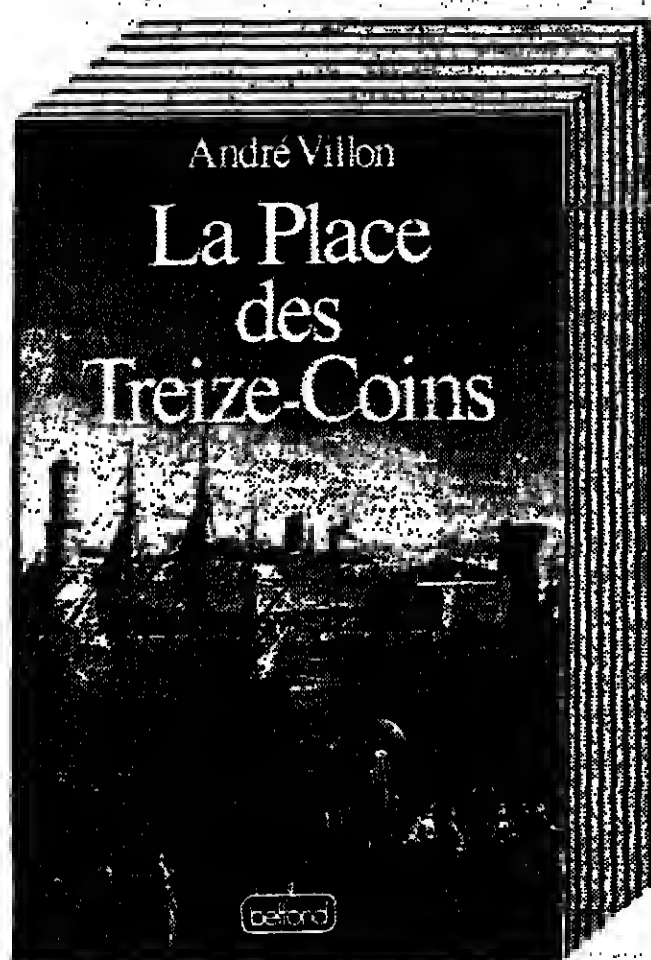
Colette Davenat  
Les Émigrés du Roi

C'est avec les Émigrés du Roi, fuyant la Révolution et la guillotine, qu'Estelle d'Angeac va connaître, enfin, la vie exaltante dont, jeune fille, elle a toujours rêvé. De Venise à Milan, de Coblenz à Bruxelles, elle fera l'apprentissage de l'amour et du libertinage, des intrigues et de la passion. Et, au terme du voyage, elle découvrira, peut-être, la liberté et le bonheur.



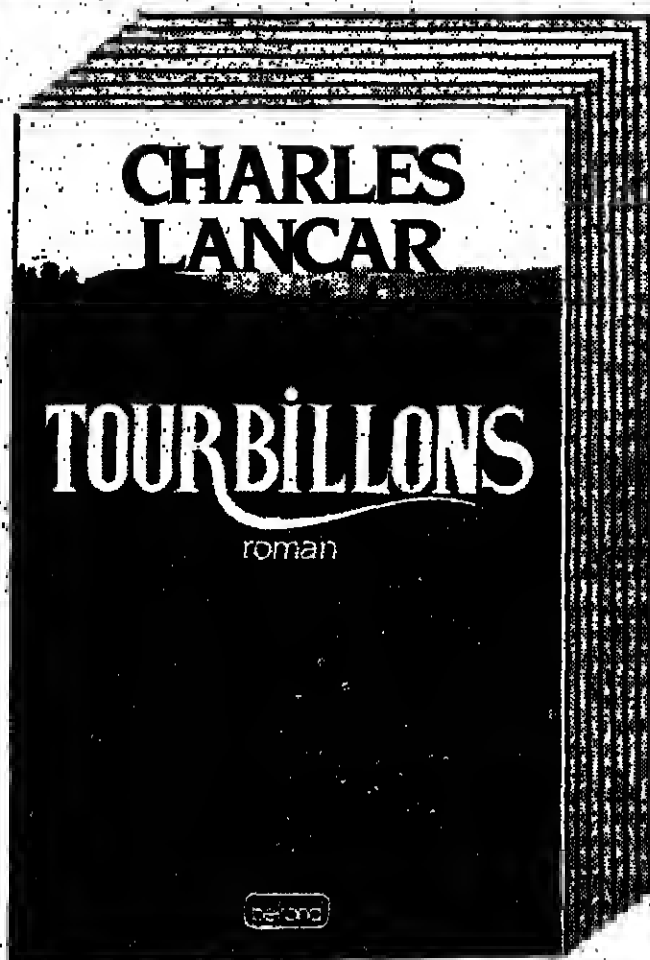
Brenda Jagger  
Antonia

Néron était mort depuis six mois et Rome n'était plus la même. Sur un point, cependant, la vie n'avait pas changé: une héritière, qui pouvait se prévaloir d'une noble lignée et d'une grande richesse, était toujours considérée comme un enjeu et comme une proie. Or l'ascendance et la fortune d'Antonia - sans parler de sa beauté: elle avait déjà été fiancée quatre fois - étaient parmi les plus remarquables de la cité.



André Villon  
La Place des Treize-Coins

Marseille, Aix au XVIII<sup>e</sup> siècle: de 1721 à 1775 pour être précis, le temps d'une vie, celle de Léonce de Peyrette, amant comblé et trompé, soldat, négociant, galérien, écrivain public. Et, toujours, Léonce de Peyrette se demandera, tel Candide, ce qu'il est venu faire - hors l'amour - sur cette terre. Par la grâce d'une écriture, André Villon, inventant un personnage de roman, réédite l'exploit de Françoise Chandernagor réinventant un destin historique, dans "L'Allée du Roi".



Charles Lancar  
Tourbillons

Avec "Tourbillons", le roman a rendez-vous avec l'Histoire la plus contemporaine, de l'Occupation aux camps de la mort, de la Libération aux folles années de l'opulence retrouvée. Et, de cette fresque, se détachent deux destins, pathétiques et douloureux, que rien ne devait rapprocher. Un roman feuilleton qui ose s'avouer comme tel: Ponson du Terrail 1985.



Antoine Hess  
L'Arc de Triomphe

Le dimanche 18 octobre 1981, un petit avion de tourisme survole l'avenue de la Grande-Armée, se dirige vers l'Arc de Triomphe et ressort du côté des Champs-Élysées... Pourquoi deux hommes se sont-ils lancés dans une aventure aussi folle? Les psychanalystes ont inventé un terme savant: "Passage à l'acte". Mais la route qui mène à ce passage, à cet acte, a été riche de suspense et de rebondissements, et chronométrée à la seconde, au centimètre, comme un "casse" de banque!

belfond











# Cabaret

LE MIRACLE D'UN FILM



**Entre croix gammées et travestis chante une fille qui rêve du grand amour. Mythe du cabaret à Berlin avant la chute. Le film de Bob Fosse a créé Liza Minnelli.**

**A**CCROCHE-CŒUR de Liza Minnelli, mèche blonde de Michael York, paillettes fardées de Joel Grey : *Cabaret*, le film de Bob Fosse, ressort une fois de plus. A-t-il jamais cessé de chanter, depuis sa naissance ? Depuis 1972, il a mené une longue carrière en séances spéciales - notamment au Victoria - a été diffusé - en VF - à la télévision. Il a servi et sert encore de modèle aux spectacles de travestis qui, des plus luxueux au plus mitoux, retransmettent l'ombre de la petite chanteuse trape en jarretelles, bottines et chapeau rond... « Bye bye mein lieber Herr ».

Héroïne du mélo, Sally Bowles-Liza Minnelli rêve de gloire et d'amour à l'eau de rose. Elle se partage entre son amant de cœur (Michael York) et un baron décadent (Helmut Griem), qui finira par la tromper ensemble. Son seul ami véritable est Joel Grey, Monsieur Loyal nassillard et gominé.

Liza Minnelli se confond avec son personnage de fille larguée, un peu mythomane. D'elles deux, le film a fait un star, un symbole. Il a éternisé l'image, les yeux trop grands, les faux cils, la bouche affamée. Imagin du cabaret à Berlin. Bob Fosse traduit dans son style le fouillis glauque du légendaire *Anges bleus*. Les cuisses incandescentes de Marlene parmi les froufrous douteux des grosses chanteuses fatiguées sont ici remplacées par les jambes fuselées des choristes, blanches sous les épaules basses et qui dansent avec des chaînes...

*Cabaret*, ce sont les ballets, les chansons-tubes. C'est une histoire trouble inspirée par des nouvelles de Christopher Isherwood. C'est le mythe du Berlin années 30. C'est surtout Bob Fosse. Il saisi à merveille l'univers du cabaret, sa poésie pathétique, quelque chose d'instable, de truqué, et de douloureusement authentique. Quelques choses certainement que Bob Fosse connaît de l'intérieur, qu'il reconnaît à l'intérieur de lui.

Ces gens déboussolés vivant au jour la jour, inconscients du nazisme, du nazisme qui cogne au flanc de la petite boîte où ils

s'enferment en quête d'illusion, ces clochers scintillants offerts à tous les coups, Bob Fosse fait mieux que les aimer. Sans être dupe, sans s'apitoyer, il les comprend. Le temps d'un numéro, Liza-Sally oublie sa solitude dans les fracs de l'orchestre. Joel Grey accepte sa solitude. Doucement triste, il sourit. Il sait que dans la boîte ce n'est pas même le rêve, tout juste son simulacre. Et dehors il y a la mort brutale. Il sait, il sourit et se tait.

C'est rare de voir représenter un péché qui ne soit ni grotesque, ni lamentable, ni arrogant. Qui soit tout simplement un homme de dignité. A travers les stéréotypes, passent la fragilité des acteurs, leurs angoisses intimes, et les personnages prennent du mystère. Ils ont la subtilité de fantômes obsédants. Au-delà du pittoresque, du schématisme propre aux comédies musicales, la poise du film de Bob Fosse et son succès tenace sont dus à quelques moments de miracle, pas si simples à atteindre ni faut la foi et pas seulement des recettes.

La preuve en est le marasme sur Broadway. Si la Cage aux folles triomphe - pour les mêmes raisons qu'en France, avec un plus d'exotisme - le rétro systématique tourne en rond, s'épuise, se désincarne. On veut du vivant, de l'authentique. La *Tango argentine* de Claudio Segovia et Hector Orezo (ils amèneront de New-York au festival d'automne le spectacle « Black and Blue ») débute en octobre. Les Américains s'intéressent à une comédie musicale de Roda-Gil, qui n'a jamais pu être montée à Paris, et s'est bornée à un album enregistré par Julien Clerc : 1938. La public de Broadway et le Front populaire ? A Liza, dit Roda-Gil, la date évoque la guerre d'Espagne en parallèle avec la situation au Nicaragua... Les producteurs se souviennent du succès d'*Evita*, l'histoire d'Eva Peron racontée par le Che avec un tube, *Don't Cry Argentina*, ils rêvent du triomphe de *Cabaret* et se disent que, même bagayante, l'histoire est une sacrée bonne scénariste.

COLETTE GODARD.  
\* Voir les grandes reprises.

**85-86 une saison sans fausse note**  
ABONNEZ-VOUS !  
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS  
562.67.57  
252, Fg. St-Henri 75008 PARIS

# Théâtre d'objets

RENCONTRES A PAU ET A REGGIO EMILIA

**Ni marionnettes ni acteurs. Des objets s'animent, des détails s'isolent, s'imposent en gros plan. Micro-théâtre qui porte un défi à l'espace et à la logique, qui empoigne l'imagination et fait naître les miracles de la poésie pure.**

A Pau, le festival avait investi l'énorme casino, à Reggio Emilia le choix du lieu est aussi éloquent, les ex-stalloni, c'est-à-dire d'anciens haras établis au siècle dernier dans un couvent dominicain du treizième siècle où siège l'Inquisition, autre dérision, autre clin d'œil aux métamorphoses des lieux. Un public jeune, très branché, se pressait à Reggio plus encore qu'à Pau, le même sans doute qui se méfie du langage et croit plutôt aux mérites de l'art bref, aux ellipses du clip vidéo par exemple. Dans les cellules-boîtes, les spectacles se succédaient tard dans la nuit.

Ici, c'est nos expositioo-spectacle permanente de Bolzano. Grâce à un simple ventilateur et un ou deux projecteurs, de minuscules silhouettes composent sur le mur, où la brique le dispute aux vieux enduits roux, comme une fresque de Tassili animée, une danse macabre en jeux d'ombres.

Là, le Français Manarf raconte sans parler, sur une table de laboratoire et sous le dur tic-tac d'un réveil, une histoire atroce qui est peut-être le Petit Chaperon rouge, où la grand-mère est une pomme de terre fumante, le Chaperon une simple pomme verte, et le loup la guêpe bien endentée d'un poisson décapité.

Un courant majeur semble s'être installé à Reggio autour de Sandro Libertini, de Florence. Avec *Costi mi piace*, il s'inspire clairement du Stijl et du Bauhaus : un petit personnage, inclus dans la structure rigide d'un tableau qui fait songer à Mondrian, passe d'un rêve de géométrie à la réalité d'un univers mou et sinistre, à l'image de l'anarchie vitale. Le tableau se défait sous nos yeux, le théâtre s'est plus que peinture animée. Dans *Io come Dio*, le même Libertini manipule à travers lui-même l'image du manipulateur en proie à ses fantasmes mégalomanes et narcissiques.

L'influence de Libertini se fait sentir en particulier dans le spectacle du Teatro in Tasca, également de Florence. S'y exaltait la tentation d'un théâtre graphique sur des écrans où s'affrontaient blanc et noir et couleur jaune, quadrillages et billes insolentes. Et plus encore dans le spectacle de l'Aquilona, *Dell'anima dell'arco*, où de vrais musiciens - deux violonistes, un violoncelle - apparaissent et disparaissent comme dans une mer, et souvent les instruments les relèguent au second plan et jouent seuls les vrais personnages humains.

Incontestablement, la virtuosité est ici reine, et dans ce domaine

les Briciole, qui recevaient à Reggio, sont les rois.

Dans *Dieci piccoli indiani* (dix petits nègres) d'après Agatha Christie, la « micro » veut soumettre le « macro » à ses lois. Un vaste plateau, dressé dans un cloître, utilise toboggan et carrousel de faire pour rendre compte d'une manière de jeu de massacre, d'une mécanique de la mort où les acteurs sont traités en objets.

Dernier spectacle des Briciole, les *Miracles* procèdent, en trois temps, trois tableaux, du mystère bouffé, où se démontrent non sans irrésistibilité les merveilles naïves de la foi populaire des ex-voto.

On voit bien qu'autour de Reggio mute une tradition encourage ce théâtre : l'appartement des nains, au palais ducal de Mantoue, la salle des Géants par Jules Romain au Palazzo Te, et jusqu'à cette petite ville aux aspirations gigantesques, de Sabbioneta, construite au XVI<sup>e</sup> siècle par cet extravagant Vespasien de Gonzague, sur une simple bande de sables alluviaux.

Julia Kristeva a parlé de « polylogue » à propos du théâtre d'objets. La psychanalyse, la linguistique, l'anthropologie, y ont sûrement leur mot à dire. On parlera aussi de résurgence de l'esprit baroque ou d'un nouvel avatar du jeu surréaliste. Mais quand un théâtre laisse le premier rôle à la musique, à la lumière, aux accessoires, n'est-ce pas que ce théâtre est la plus juste mesure d'un temps frivole par l'acuité de son désespoir ?

BERNARD RAFFALLI.

# Lire l'image

TROIS ÉTUDES SUR LE CINÉMA

**Ni les images ni les mots ne sont innocents, ils trahissent leurs auteurs. C'est sur la mémoire des images animées que se construisent les livres qui révèlent les mystères du cinéma, des cinéastes, et la préoccupation des écrivains.**

**T**ROIS ouvrages d'importance inégale, mais dont aucun ne laisse indifférent, viennent de paraître en librairie : *La Photo au cinéma*, de René Prédal, *Don spirituel dans le cinéma*, de Guy Bedouelle, dominicain qui enseigne la théologie à la faculté de Fribourg, et *Don Luis Bunnell*, de Marcel Oms, professeur à Perpignan. Tous les trois sont parus dans la collection « Septième art ».

René Prédal, maître-assistant à l'université de Grenoble dit et démontre que l'objectivité supposée de la photographie n'est qu'apparence. A propos de la *Ville des pirates*, œuvre récente de Raul Ruiz, extrême dans les choix esthétiques du cinéaste chilien désormais fixé en France, René Prédal ébranle notre naïve conviction que tout va de soi dans le domaine de la reproduction filmée du mouvement. Il prouve que l'image n'est jamais innocente, que toujours elle « trahit », révèle...

Deux maîtres de la photographie au cinéma, l'Argentin Ricardo Aronovich et le francocubain Nestor Almendros ont cautionné ces recherches, qui, dans la seconde partie, se rassemblent en un dictionnaire bien documenté de cent chefs opératoires - de Billy Botzer, collaborateur de D.W. Griffith - à Bruno Nuytten et Sven Nykvist. Le livre, comme tous ceux parus dans la collection « Septième art » est

d'une lecture agréable, sans rien d'ésotérique.

Du spirituel dans le cinéma relève d'une démarche assez particulière : « Oser une lecture croyante du septième art », dit l'auteur. Dans une première partie, il détache deux cinéastes français, tous deux chrétiens, Robert Bresson et Eric Rohmer, chez qui il croit discerner « une véritable esthétique théologique ». La seconde partie, « L'œil et le mystère », passe en revue plusieurs auteurs en scène sur lesquels le Père Bedouelle projette sa lecture spiritualiste. Bien à part, il consacre un chapitre à trois de ses compatriotes, Alain Tanner, Claude Goretta et Michel Soutter. Dans leurs films, explique-t-il « un thème polarise tous les autres : celui de l'invincible départ, et de l'inévitable retour ».

Au dernier moment, le 31 mai 1985, Guy Bedouelle a ajouté une lougue « note » centrée sur le film de Jean-Luc Godard *Je vous salue Marie*. Exercice de haute voltige qui tente de désamorcer le scandale, en invitant à « réinventer un statut religieux de l'image » qui échapperait aux « logiques respectives du spectacle et de la séduction ».

Marcel Oms, avec son *Don Luis Bunnell*, ne masque pas ses choix. A la fin du chapitre sur *Cet obscur objet du désir* - dernière œuvre du cinéaste - il écrit : « Si

tant est que Dieu ait fait l'homme à son image, il est plus vrai encore que l'homme fait le film à l'image de son désir ».

Né avec le siècle, Luis Bunnell est mort à Mexico le 30 juillet 1983. Le projet du livre est venu ce même jour. Un livre un peu à part, comme l'explique dans sa préface Jean-Claude Carrière, collaborateur attitré pendant dix-huit mois de Don Luis. Ensemble ils ont travaillé sur *Mon dernier soupir* (Robert Laffont, 1982).

Les deux œuvres ne font pas double emploi. *Don Luis Bunnell* n'existe, n'a de sens qu'en constante référence avec l'autobiographie qui, en quelque sorte, l'authentifie. Hispanisant lui-même, Marcel Oms privilégie, selon ses propres termes « la profonde hispanité de Bunnell... d'un homme dont le déracinement et l'exil ont été l'aboutissement et la sanction des choix de jeunesse ».

Eclairée par la passion, l'ensemble de l'œuvre cinématographique devient extraordinairement limpide. L'analyse des films est d'une rigoureuse précision, sans aucune phraséologie, même si la référence chrétienne, catholique, est constamment présente.

Professeur à Montpellier avant Perpignan, Marcel Oms, très tôt, a fait venir aux Rencontres qu'il organisait au Clapas les deux sœurs de Bunnell, Conchita et Margarita. « Cette longue fré-

quentation personnelle, remaquetée, m'a préservé de succomber à la tentation du douanier envers les convictions réelles de Bunnell ».

Après avoir traité les trois films des origines, entrés tout vifs dans l'histoire du cinéma (*Un chien andalou*, *l'Âge d'or*, les *Furdes*), Marcel Oms remet les productions « commerciales » qui ont suivi à leur juste place. Il ne voit d'ailleurs aucune cassure entre les deux périodes. Ses analyses de *Robinson Crusoe*, de *Viridiana*, de *l'Ange exterminateur* sont des modèles du genre. Il nous replace dans sa véritable continuité la trilogie française, la *Voie lactée*, (1969), le *Charme discret de la bourgeoisie* (1972) et le *Fontôme de la liberté* (1974), entre lesquels s'intercale *Tristana*.

A travers une trentaine de films, c'est à une méditation sur la vie, la mort, le sexe, la religion, que convie Marcel Oms. L'Espagne reste le lien commun, la passion partagée du cinéaste et de l'essayiste.

LOUIS MARCORELLES.

\* La photo de cinéma, 462 pages, illustrée, 189 F.

Du spirituel dans le cinéma, 214 pages, illustrée, 112 francs.

Don Luis Bunnell, 225 pages, illustrée, 90 francs.

Les trois livres sont publiés par les Éditions du Cerf.



« Tristana » de Luis Bunnell

مكتبة الأمل



# Francis Bacon

PEINDRE LE CRI

A la Tate Gallery de Londres, cent vingt-cinq œuvres de Francis Bacon, cent vingt-cinq créations installées dans la violence muette de la vie, cent vingt-cinq portraits de la solitude.

Il y a trois manières de redouter Francis Bacon. D'abord, parce qu'il susciterait l'horreur. Ensuite, parce que son œuvre engendrerait la lassitude. Enfin, mais ce troisième point est réservé aux journalistes, en raison de sa très considérable fortune critique. Autant de raisons pour ne pas aller à la Tate Gallery de Londres, l'équivalent de notre Musée national d'art moderne. Pour la seconde fois depuis 1962, la Tate Gallery consacre en effet une rétrospective à Bacon.

Considérable : cent vingt-cinq œuvres ou ensembles qui vont chercher les origines du peintre en 1944. Cela laisse un peu de mystère sur les douze années précédentes, au cours desquelles Bacon, qui est né en 1909, découvre sa vocation de peintre, et se forme. Bon prétexte pour la prochaine exposition. Celle de Londres ira ensuite à Stuttgart et à Berlin. Il n'est pas prévu qu'elle vienne en France où le peintre, il est vrai, a bénéficié des cimaises

du Grand Palais en 1971, puis de l'attention régulière des galeries : Claude Bernard en 1977, Maeght l'an passé.

L'horreur, la lassitude, la fortune critique. Commencons par la lassitude. Rien n'est plus immédiatement reconnaissable, plus facilement identifiable, fût-ce par le plus naïf néophyte, qu'un tableau de Bacon. Sauf peut-être un Renoir tardif — ce qui est inquiétant — ou les pommes de Cézanne, — ce qui redonne du courage. Mais tout de même, on croit voir, on sent Bacon partout, toujours semblable, répétitif. Et puis, tout le monde en parle, d'autant plus qu'on manque de grands maîtres, à peu près tous décédés. Alors Bacon devient *a priori* lassant, et de surcroît agaçant, comme les grandes figures mythiques de la création, trop vite fabriquées, vite promues, vite « rétrospectivées ».

Si l'on est dans ces dispositions d'esprit, il faut sauter dans le pre-

mier avion pour Londres. C'est un miracle d'intérêt renouvelé, et la consécration, presque sans un mot, d'un mythe, d'un monstre achevé.

Presque sans un mot. Juste deux excellentes introductions dans le catalogue, de Dawn Ades et Andrew Forge, très brèves. Rien, sinon, que les titres et les dates des œuvres. Une sobriété voulue par Bacon lui-même. Mais il est vrai que l'artiste n'a plus guère besoin de commentaires ni de faire-valoir depuis les ouvrages que lui ont consacrés Michel Leiris et Gilles Deleuze (1). C'est cela la fortune critique, et une bonne raison d'éviter de nouvelles phrases avant que celles, actuellement définitives, des deux penseurs français ne se soient refroidies.

L'horreur, troisième volet de notre triptyque avertisseur. « Je trouve vraiment odieuse la vision de l'homme pour laquelle il dépense ses indéniables talents de peintre », écrivait encore récem-



Triptyque (1976).

ment un critique cité par Dawn Ades. Discours d'ordre moral, sans doute, mais qui fait d'avantage sourire si l'on doit comparer les moyens mis en œuvre par Bacon pour créer un tel effroi à ceux, par exemple, dont fait chaque année l'inventaire le Festival du film fantastique d'Avoriaz. Là aussi, le voyage à la Tate Gallery s'impose, pour constater à quel point le terme horreur est inadéquat, désolet. Même dans les premières œuvres, quand Bacon ne lésinait pas sur la boucherie ni sur les gueules hurlantes.

Inadéquat et désolet, pour celui qui regarde l'œuvre. Mais, pour le peintre lui-même, elle a perdu sa vertu d'inspiration et d'expression : « J'ai commencé par peindre l'horreur, les corridors ou les crucifixions, mais c'était encore beaucoup dramatique. Ce qui compte, c'est peindre le cri », dit-il (cité par Gilles Deleuze). Un cri comme gommé par un pinceau qui anéantit la bouche, ou son

pourtour, ou son tron noir pour en arracher deux chapelets de dents. Un cri comme étouffé par une poire d'angoisse, cet instrument qu'on introduisait dans la bouche pour obtenir le repos du silence.

L'œuvre elle-même est d'ailleurs réduite au silence, au silence de la matière, puisque Bacon place les huiles, à l'instar des dessins ou aquarelles, sous de grands verres uniformisants. Un contact est ainsi perdu avec ces créatures définitivement installées dans l'inconfort de la vie, et un autre est créé, qui fait entrer le reflet du spectateur dans cet univers de silence.

Bacon est assez sadique dans ses gestes, c'est par la violence qu'il « corrige » ou apaise ses angoisses. Une violence extraordinairement maîtrisée, qu'il s'agisse de la technique (ses couleurs, en premier lieu) ou des sujets, soigneusement choisis et traités pour en évacuer toute anecdote et n'en garder que le lieu et la disposition fantasmagiques. Une violence

ritualisée : la quasi-totalité de ses œuvres sont des triptychs, ou « fonctionnent » sur un mode ternaire. Elles sont toutes passées, on l'a vu, au filtre (ou au miroir) du verre. Elles ne comportent qu'un personnage, ou plutôt qu'une solitude, systématiquement placée dans un cadre aride et une situation de préférence humiliante.

De tout cela naît une des expositions les plus paisibles, les plus émouvantes, les plus justes, sur la condition de l'homme (la femme n'apparaît guère que grâce aux portraits) qu'on ait pu voir depuis longtemps en matière d'art contemporain.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

(1) Francis Bacon, par Michel Leiris, 1963 ; Francis Bacon, la logique de la sensation, par Gilles Deleuze, Éditions de la Différence, Diffusion PUF, 1981.



Trois portraits : George Dyer, Autoportrait, Lucian Freud (1973).

BERNARD RAFFA

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale : Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à 1 heure

### DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 359-20-41 22 h. Vue agréable sur le jardin. Spécialités DANOISE et SCANDINAVES. Hors-d'œuvre à 142, Champs-Élysées. Tous les jours. 180 F. OUVERT TOUT LE MOIS.

### DINERS

#### RIVE DROITE

CHEZ DIEP 256-23-96 et 563-52-76 Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie 22, rue de Poitiers, 55, rue F.-Charron, 8. chinoise, vietnamienne. Dans un nouveau décor. AIR CONDITIONNÉ.

DOUCET EST 206-40-62 J. 24 H Ambiance sympathique. Brasserie, menus 65 et 90 F. s.e. et carte. Restaurant 8, rue du 8-Mai-1945. Tous les jours. gastronomique au 1<sup>er</sup>. Spéc. : POISSON, choucroute, FOIE GRAS frais maison.

PALAIS DU TROCADERO 727-05-02 Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par 7, avenue d'Eylan, 16<sup>e</sup>. Tous les jours. le patron. Service et livraisons à domicile. Place à emporter. Air conditionné.

LE CHALUT 387-26-84 LE RESTAURANT RESTE OUVERT TOUT L'ÉTÉ avec ses spés. de poissons (Loup 94, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup>. F. dim. grillé, Bouillabaisse, Dêlce du chef Lolo). Menu 150 F. Jusqu'à 22 h 30 (repas d'affaires).

EL PICADOR 387-28-87 Dê, dîner : 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarcuela, gambas, 80, bd des Batignolles, 17<sup>e</sup>. F. lundi, mardi. bacalao, calamars frits. Environ 130 F. Formule à 75 F. s.e. avec spécialité.

#### RIVE GAUCHE

RAFFATIN ET HONORINE 354-22-21 Française vous propose, à midi, son menu à 88 F. d'un excellent rapport qualité/prix et, le 16, bd St-Germain, 5<sup>e</sup>. F. dim./lundi midi. soir, une cuisine simple et imaginative. P.M.R. : 180 F. OUVERT TOUT LE MOIS.

AUBERGE DES DEUX SIGNES F. dim. MENU 170 F (vin, café, s.e.) au déjeuner ; le pigeon oie (XIV s.) de l'ancienne chapelle 46, rue Galvée, 5<sup>e</sup>. 325-46-56/325-00-46 St-Benoit, les celliers en voûtes d'arcades (XIII s.). Salons 15 à 100 pers. Parc Lagrange.

LE MAHARAJAH 325-12-84 J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES et PAKISTANAISES. Emplacement 72, bd St-Germain, 5<sup>e</sup>. 354-26-07. T.L.J. PRIX KALI 84 : MEILLEUR CURRY DE PARIS.

AISSA FILS F. dim. J. 0 h 15. OUVERT JUSQU'AU 14 AOÛT INCLUS. PASTILLA, 5, rue Saint-Beuve, 6<sup>e</sup>. 548-07-22 COUSCOUS-beurre, TAGINES, pâtisseries maison. Réserv. à partir de 17 h. Carte blanc.

LA BOURGOGNE 705-96-78 Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fois gras chaud aux mûres et ses vins. 6, avenue Bouquet, 7<sup>e</sup>. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir et tout l'été.

#### ENVIRONS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE (3) 093-21-34 Dans ses parcs exceptionnels. Nouvelle salle à manger sur terrasse surélevée. Bar. Piscine. 13, route de la Corniche. Salles des Impressionnistes, de MONET à RENOUAULT, de Cézanne à Rodin.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES » 12, place Clichy - 874-49-64 Accueil jusqu'à 2 h du matin. GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOUE À TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER. L'UNE DES MEILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS.

## Patrimoine

### VIVE « PHOTOGRAPHIES » !

Il est des revues que l'on garde, que l'on offre, que l'on consulte, pour l'étude ou pour le plaisir. « Photographies » est de celles-là, c'est un instrument de culture. Mais si elle venait à manquer ?



« Charro avec ses petites filles » (vers 1850. Anonyme).

On dit que les revues de photo « grand public » sont trop « grand public », à savoir trop tapageuses, trop vulgaires, trop colorées, trop sensationnelles avec leur mélange de fesses et de cadavres. On dit que les revues de photo « petit public » sont trop « petit public », à savoir trop élégantes, trop théoriques, trop noir et blanc, trop élitistes, fonctionnant en vase clos.

Les uns et les autres s'ignorent, se méprisent, chaque fois qu'elles se peuvent taper l'une sur l'autre, et ne daignent se donner la main que pour se mettre à taper sur une autre confrérie : la critique journalistique, trop expéditive, trop littéraire, trop subjective, méconnaissant sottement l'histoire de la photographie et ses mécanismes particuliers pour en faire à son humeur, à sa plume.

Cela ne fait pas un monde. Mais, pour faire de petites familles, de petites clans, et pour les constituer en cellules de pouvoir, il faut en même temps leur inventer des contraires, se désigner des ennemis, les autres, ceux qui ne pensent pas pareil,

ceux qui ne font pas pareil, et conséquemment, dans la spirale paranoïaque, ceux qui veulent notre peau.

Nous venons d'apprendre que la revue *Photographies*, éditée par le ministère de la culture et animée par des gans aussi sérieux que Jean-François Chevrier, Jean-Claude Lamagny ou André James, est menacée (1). Son huitième numéro est imprimé, le neuvième risque de ne pas voir le jour. Son septième numéro vient de paraître : on ne me l'a pas envoyé ; ça ne m'a pas énervé, mais chagriné. *Photographies*, c'est la seule revue de photo, actuellement, que j'aime découvrir, feuilleter, contempler, et conserver. Ça ne me viendrait jamais à l'idée de la jeter, comme les autres, et la seule fois où par erreur je l'ai rangée en double, j'ai bien veillé à la donner à un ami qui a du goût, et qui en prendrait soin. La seule publication, dans cette revue, de vieilles ou de nouvelles photos inédites est une merveille.

Je dois maintenant faire un aveu et promettre que je suis sûr quant à moi qu'il n'est pas perfide : à chaque numéro j'essaye

de lire, je pioche, je commence au début, j'arrête, je reprends, j'essaye de lire dans tous les sens, et puis je ne trouve pas de moyen d'accès, et j'abandonne. Il y a pourtant un peu de tout dans *Photographies* : de l'histoire de la photographie, du commentaire de photographies, des répercussions d'actualités, des dossiers théoriques sur des thèmes bien venus, des textes écrits par des photographes sur leur activité. Et si je dis que je n'arrive pas pour le moment à lire tout ça, ce n'est que pour désamorcer la critique qu'on pourrait faire à cette revue — qu'on ne se prive pas de faire, — qu'elle est pour beaucoup illisible. C'est une critique qui n'est pas debout parce qu'il n'y a rien d'autre à opposer. On supprime cette revue, ça sera un vide constamment. Il faut la garder et la défendre pour ce qu'elle a de mieux : sa beauté, et ce soin et cette précision et ce courage du travail qu'on sent dans chaque page.

HERVÉ GUIBERT.

(1) Voir *Le Monde* aujourd'hui dans 28-29 juillet.



# Sélection

## CINÉMA

### Il était une fois la révolution de Sergio Leone

1913, le Mexique. Rod Steiger, le truculent, et James Coburn, le sarcastique, font la révolution du côté de Pancho Villa, le main leste et les poches bourrées d'explosifs. La révolution n'est que prétexte à de tumultueux épisodes, presque autonomes, comme les tableaux d'une revue fastueusement violente - l'attaque de la diligence, victorieuse à Mecca - Verde, le dynamitage du pont, le train de la vengeance... relégués par la musique lancinante d'Ennio Morricone séparés par des intermèdes de calme et de comique. Le rusé Leone laisse au spectateur le temps de respirer, l'amène au bord de l'ennui avant de l'entraîner irrésistiblement au rythme lent d'une caméra sinueuse.

jusqu'à l'éclatement d'actions fulgurantes. Le panache l'emporte sur l'ironie. « Je ne suis qu'un conteur », dit Sergio Leone. Un conteur enchanteré. - C. G.

ET AUSSI : *Maman Kuster s'en va au ciel*, de Fasabindar - à radécouvrir. Viages de femmes de Désiré Ecaré - dure condition et joie de vivre. *Witness*, de Peter Weir-Harrison Ford. *La Femme et le Pantin*, de Sternberg-Mariéna. *Sang pour sang*, de Joel Coen - la sublime pureté du cinéma noir, un chef-d'œuvre.

## MUSIQUE

### Vent d'est sur les festivals

A la mi-août, un fort vent d'est souffle sur les festivals pour le bonheur des organisateurs, stimulés par l'exceptionnel rapport qualité-prix - et des mélomanes qui s'émouvent de la discipline régnant dans les orchestres au-delà du rideau de fer. Parmi les rafales d'importance, on notera la venue du Sinfonietta de la Radio-Bulgare au Festival de Prades, pour accompagner A. Nicolet, le 8 août, J. Suk, K. Engel et M. Lathiec, le 10, dans des programmes

allant de Bach à Bruch. Puis l'orchestre de chambre de Pologne, qui sera à Menton le 12, à La Roque-d'Anthéron, le 13 et le 14, à Las-cours les 17 et 18; chaque fois, avec des solistes prestigieux et différents. L'Orchestre de chambre tchécoslovaque de Prague, invité par les Heures musicales du Mont-Saint-Michel, se produira le 14 août à l'église abbatiale de Lessay. Enfin, l'Orchestre Bach du Gewandhaus de Leipzig rendra hommage à son saint patron, le 15 août, à la faculté d'Asses de Paris (Festival estival) et le 18 à Menton. - G. C.

## JAZZ

### Voyage sentimental dans les piano-bars

On peut y finir une soirée ou commencer un grand amour. Les piano-bars supposent généralement une idée assez singulière de l'art. A côté de ceux qui souffrent visiblement de galvauder leur génie, à côté de ceux qui font dans le genre guilleret (tout aussi pédieux), quelques pianistes offrent la possibilité de grandes soirées musicales. C'est le cas, par exemple, de ce monument discret de l'histoire du jazz, Joe Turner, qui se produit tous les

soirs depuis vingt ans à la Calavados (40, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie), ou de René Urtegarra, au style si accompli et personnel, au Montana (28, rue Saint-Benoît). - F. M.

## EXPOSITIONS

### Rêves d'architecture dans les rues de l'idéal

Quand il n'y a plus d'architecture, pourrait-on penser, on en rêve. En fait, c'est le contraire qui se passe. Les périodes créatives sont aussi les plus imaginatives. On l'a vu récemment à Venise, avec l'exposition des Venises du possible, de Palladio à La Corbusier (Musée Correr). On le voit à Paris, à l'Institut français d'architecture, avec l'exposition de bandes dessinées, où les fans de l'un et de l'autre se font des clins d'œil pénétrants. Et on le voit encore avec l'exposition "L'Architecture est un jeu" magnifique, épatante pour les enfants avec son atelier Léo en liberté, que le Centre Georges-Pompidou présente au sous-sol : des maquettes de constructions idéales à édifier avec des éléments du jeu Léo. Pas franchement habitables mais tellement bien à regarder ! - F. E.

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (77-12-33).

**RENOUVEAU PARTIEL DES COLLECTIONS PERMANENTES.** Musée national d'art moderne.

**HOMMAGE À JEAN DUBUFFET :** NON-LEUX. Jusqu'au 30 septembre.

**JEAN-PIERRE BERTRAND - DAVID TREMLATT.** Dessins, peintures, gravures. Jusqu'au 30 septembre.

**PALESTINE. MÉTAMORPHOSE. UNE AUTRE COLLECTION POUR LE MUSÉE.** - ATTELIER POLAROID. Jusqu'au 30 septembre.

**LA MODÈ EN DIRECT.** Jusqu'au 30 septembre. O.C.I.

**LIVRES D'ARTISTES.** Jusqu'au 7 octobre. - PARIS AUTREMENT. Jusqu'au 2 septembre.

**L'ARCHITECTURE EST UN JEU MAGNIFIQUE.** Jusqu'au 26 août. Grand foyer.

**LEOEN LUKERT.** Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

**Musées**

**RENOIR.** Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-34). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F; le samedi : 16 F. Jusqu'au 2 septembre.

**LE PASSÉ COMPOSÉ.** Les 6 x 13 de J.-H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (236-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

**GUSTAVE DOBÉ** et la peinture religieuse et monumentale. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**LES PORTRAITS D'INGRES.** Peintures des grandes écoles. - LE DESIN A GENÈS DE LA VIE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. WATTEAU FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (236-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 septembre.

**JOVANNI ANSELMO - ANGE LEONARDI - LAWRENCE WELLS.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

**JEAN-PAUL RAY.** Musée de la Ville de Paris, 12, avenue du Président-Wilson (236-10-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

### En province

Le Monde du 20 juin a publié deux pages consacrées aux expositions d'été en province.

**ANNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNE.** Le content des Dossiers et l'histoire de la région. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

**AGNEVILLE.** Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée de la Céramique, 13, rue de la République (24-06-49). Jusqu'au 15 septembre.

### Centres culturels

**CHARLES VANDENHOVE.** Une architecture de la densité. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

**TINTIN.** « Il est né sur la Lune ». Le film de la série, Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**UNE LÉGERETÉ MONUMENTALE.** Sculptures contemporaines. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**VICTOR HUGO.** Paris 4<sup>e</sup> arr. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 septembre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-EN-JOAS.** Histoire de la poterie de la région. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 47-49 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

**JOY-**















# INFORMATIONS « SERVICES »

## LE JEU DU MERCREDI

### LE QUIZ

Ces événements ont fait la « une » de l'actualité il y a quelques semaines ou quelques mois. Si vous êtes un lecteur assidu du Monde, vous devriez retrouver sans mal les réponses exactes.

- Le prix Alfred attribué chaque année à Angoulême récompense :  
a) une bande dessinée ;  
b) un disque ;  
c) un film.
- Déclaration de M. Kraucki au « Club de la presse » en janvier dernier : « c'est notre devoir de syndicat des travailleurs de crier :  
a) allez la gauche et da pousser les choses ;  
b) c'est bien mais il faut encore plus ;  
c) casse-cou et de sonner le tocsin ».
- Mise en garde de M. Meunier du temps où il était premier ministre : « Chaque membre du gouvernement est solidaire de cette politique qui refuse l'illusion, les solutions et :  
a) les discours à la « d'n'y e qu'à » ;  
b) les romans miracles des charlatans ;  
c) les lubies des « monsieur je sais tout ».
- De quelle personnalité J.-P. Chevènement disait-il qu'elle est « à bien des égards une sorte d'image pieuse qui contente les Français de n'être que ce qu'ils sont » :  
a) Michel Rocard ;  
b) Simone Veil ;  
c) Jacques Delors.
- Selon le département d'Etat américain, il y a eu officiellement en 1983 une multiplication par trois :  
a) du nombre de SS-20 installés en URSS ;  
b) du nombre de fonctionnaires soviétiques expulsés pour cause d'espionnage ;  
c) de l'absentéisme en URSS.
- Selon un sondage IFOP, la proportion de femmes utilisant la pilule contraceptive en France est de :  
a) 28 % ;  
b) 38 % ;  
c) 48 %.
- Selon le rapport de M. Sullerot sur le « statut matrimonial entre 1972 et 1982 », le nombre de mariages en France :  
a) augmente de 10 % ;  
b) reste stable ;  
c) diminue de 25 %.
- Définition d'un communiste français par M. Evan Gelbraith, ambassadeur des Etats-Unis à Paris :  
a) « un pauvre Français qui a mal tourné » ;  
b) « quelqu'un qui dépense des francs et épargne des roubles » ;  
c) « un Français qui préférerait voir les chars russes à Paris que passer ses vacances à Moscou ».
- On a beaucoup parlé de M. Tjibaou ces derniers mois. Mais qui est-ce ?  
a) le chef de file des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie ;  
b) le premier ministre lyonnais ;  
c) le chef du régime sandinista au Nicaragua.
- M. Chirac parlait en mai dernier d'éviter la « résignation socialiste » et...  
a) « l'abandonnisme » ;  
b) « la restauration barbare » ;  
c) « l'arrogance barbare ».

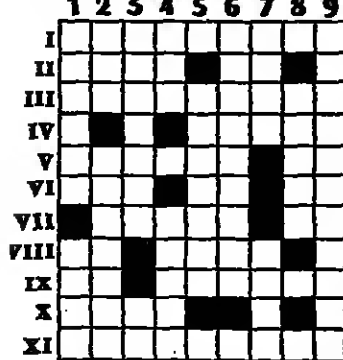
Solution dans notre prochain numéro

### SOLUTION DU JEU DU MARDI (à la tribune)

- 1 : le crime ; 2 : l'opinion ; 3 : l'émotion ; 4 : toutes les parties ; 5 : l'œuvre ; 6 : à la souveraineté des Etats ; 7 : sous la lumière des faits ; 8 : nous avons raison ; 9 : faits nouveaux ; 10 : des uns et des autres ; 11 : l'évolution ; 12 : le monde ; 13 : partielle ; 14 : tel ou tel ; 15 : complexe ; 16 : caricature de cœur ; 17 : l'empire du mal ; 18 : ogres assoiffés de sang ; 19 : déplorable ; 20 : un climat de tension ; 21 : déiquette américaine ; 22 : les passions ; 23 : la vengeance ; 24 : dégrader plus encore ce climat ; 25 : l'acquiescement.
- 0 à 5 réponses exactes : Vous êtes idéologiquement en retard ou sous l'influence manifeste des diabolismes du PC.
- 5 à 10 réponses exactes : Mauvaise. Une lecture plus assidue de l'humanité s'impose.
- 10 à 15 réponses exactes : Encourageant ou inquiétant selon les cas : êtes-vous jeune compagnon de route ou en voie de social-trahison ?
- 15 à 20 réponses exactes : Bien. Vous pouvez tenir le stand de l'office du tourisme algérien à la prochaine fête de l'Humor.
- 20 à 24 réponses exactes : Passez immédiatement au siège du PC. Vous êtes embauché, comme permanent.
- 25 réponses exactes : Félicitations, mais au fait, quelles sont vos fonctions à l'ambassade d'URSS ?

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4026



#### HORIZONTALEMENT

I. Fait fleurir le muguet en toutes saisons. — II. S'exprime de manière colorée ou de manière parfumée. Participe passé. — III. Os à moelle. — IV. Branchée sur la « force » ou sur la passivité. — V. Qui amènent une certaine détente ou qui sont cause de durcissement. Commune mesure (abréviation). — VI. Fait connu mais jamais reconnu. Corps dur. Fleuve. — VII. En est donc au premier stade dans la salle à manger ou au dernier stade en cuisine. Symbole chimique. — VIII. Vient d'avoir. C'est son profit qui est le

plus intéressant. — IX. Symbole physique. Vainqueur de la campagne. — X. Sur la route de Louviers. — XI. Relation d'affaires.

#### VERTICALEMENT

I. Qui a donc de belles « formes ». Arrivée d'eau. — 2. Se composait de plusieurs perches, jadis. Ordre pour une colonie grecque. — 3. Etat d'âme. Au nom du père. — 4. Département français. Teulette des plus sommaires. — 5. Mauvais placements en « bourses ». — 6. Mia à plat pour être remis en forme. — 7. Gronde ou grogne. Femme de lettres et femme de lettres. — 8. Indis. Les femmes pouvaient en faire leur deuil. — 9. Relatif à une certaine théorie.

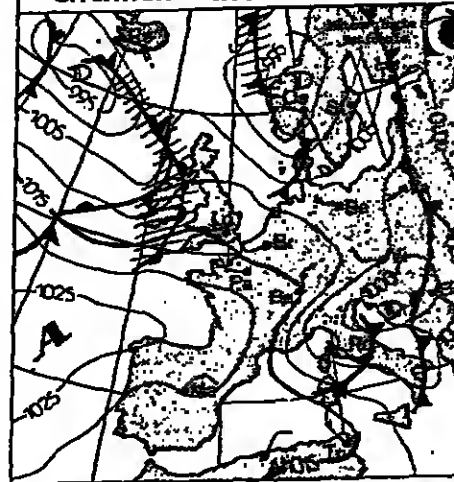
#### Solution du problème n° 4025

Horizontalement  
I. Barabba. — II. Adipexa. — III. Crêpe. — IV. Inari. Ag. — V. Naï Orme. — VI. Attention ! — VII. Sien. Amul. — VIII. AQ. Ca. Ero. — IX. Rupestre. — X. Dessin. Us. — XI. Elux.  
Verticalement  
1. Bac. Nasarde. — 2. Adriatique. — 3. Rien. Te. Pal. — 4. Apparence. — 5. Béer. Asie. — 6. Bu. Ina. TNT. — 7. Aso. Rimer. — 8. Se. Amoureux. — 9. Génie.

GUY BROUTY.

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07.8.85 A 0 h G.M.T.



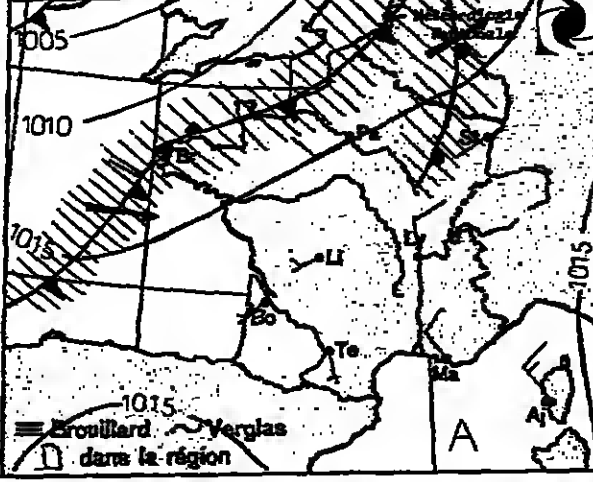
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 août à 0 heure et le jeudi 8 août 1985 à minuit.

Situation générale : L'air froid humide et très instable s'évacue vers l'Est. Une profonde dépression va se développer au sud de l'Atlantique et va diriger des vents de sud-ouest à travers la France.

Jeudi matin : Sur une large moitié sud de la France, c'est un temps peu nuageux mais frais, avec des températures de 6 à 8 degrés dans l'intérieur, 12 à 15 degrés près des côtes. Par contre, du nord de la Loire aux Vosges, temps plus doux mais gris, humide avec des pluies sur les côtes de la Manche et sur les régions du nord-est. Le vent de secteur sud-ouest sera sensible sur le littoral.

En cours de la journée, le beau temps ensoleillé prédominera sur les régions

PRÉVISIONS POUR LE 08.8.85 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 août ; le second, le minimum dans la nuit du 6 août au 7 août) : Ajaccio, 25 et 18 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 19 et 10 ; Brétigny, 17 et 12 ; Brest, 17 et 11 ; Cannes, 27 et 19 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Dijon, 19

et 10 ; Dinard, 17 et 10 ; Embrun, 16 et 4 ; Grenoble-St-M.-H., 15 et 11 ; La Rochelle, 18 et 14 ; Lille, 18 et 11 ; Limoges, 18 et 9 ; Lorient, 20 et 9 ; Lyon, 19 et 12 ; Marseille-Marganne, 22 et 15 ; Menton, 28 et 19 ; Nancy, 17 et 9 ; Nantes, 21 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 19 ; Nice-Ville, 28 (maxi) ; Paris-Montsouris, 19 et 12 ; Paris-Orly, 20 et 9 ; Pau, 18 et 11 ; Perpignan, 22 et 15 ; Rennes, 18 et 9 ; Rouen, 18 et 10 ; Saint-Etienne, 17 et 10 ; Strasbourg, 24 et 10 ; Toulouse, 20 et 11 ; Tours, 18 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 14 ; Genève, 15 et 10 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 20 et 10 ; Madrid, 27 et 11 ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 16 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### PARIS EN VISITES - JEUDI 8 AOUT

- « Le dîner de Vincennes », 15 heures, entrée principale.
- « Le cimetière de Picpus », 14 h 30, 35, rue de Picpus.
- « Le séminaire des missions étrangères », 15 h 30, 128, rue du Bac (C.-A. Messier).
- « Trésors de la cathédrale russe. Mariage de Sacha Guityr, Alchimie de l'or », 15 heures, 12, rue Daru (L. Haulter).
- « Les impressionnistes au Musée du jeu de paume », 15 heures, entrée du musée.
- « Le quartier Saint-André-des-Arts : de la rue Septime à l'atelier de Picasso », 15 heures devant la fontaine Saint-Michel.
- « L'Opéra », 11 heures devant entrée (M. Ragoussin), ou 14 h 45, haut des marches à gauche.
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale.
- « Un quartier de roture : le Trône et la Nation », 14 h 45, sortie métro Picpus (V. de Lande).
- « Montmartre : ruelles, jardins, cités d'artistes », 15 heures, métro Abbesses (M.-C. Lasserre).
- « Demeurs et jardins de la Nouvelle Athènes », 15 heures, 14, rue de La Rochefoucauld (P.-Y. Janiel).
- « Les salons de réception de l'Hôtel de Ville », 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville rue Lobeau (tél. la veille (1) 257-06-77).
- « Présence du Moyen Age », 15 h 30, église Saint-Séverin.

### CONFÉRENCES

26, rue Bergère, de 14 heures à 20 heures, « Interprétation des aspects en astrologie », tél. : (1) 770-44-70.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 7 août :

#### DES DÉCRÈTS

« Relatif aux nominations aux emplois de direction de certains établissements publics, entreprises publiques et sociétés nationales et modifiant le décret du 29 avril 1959 modifié.  
« Autorisant la création par l'Electricité de France d'une tranche de la centrale nucléaire de Golfech dans le département de Tarn-et-Garonne.  
« Portant classement de la commune de Merville-Franceville (Calvados) comme station balnéaire.

#### UN ARRÊTÉ

« Relatif à l'ouverture de l'option Gestion appliquée aux petites et moyennes entreprises dans le département de gestion des entreprises et des administrations de certains instituts universitaires de technologie.

#### UNE CIRCULAIRE

« Relative à la prévention de la pollution de l'air et des pluies acides (installations de combustion consommant du coke de pétrole).

### EN BREF

#### FESTIVAL

LA VIGNE DE DIJON. — Dijon accueillera, du 23 août au 5 septembre, le Festival international de folklore, appelé par les bourguignons Fête de la Vigne, car en même temps que les fêtes folkloriques (40 groupes et 100 000 spectateurs en 1984) se dérouleront diverses manifestations à caractère viticole (expositions, ventes etc.).

\* Festival international de folklore. Celler de Chaux, 27, boulevard de la Trémoille 21025 Dijon. Tél. : (80) 30-37-95.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

RENTES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Les rentes accidents du travail ont été majorées de 2,80 % au 1<sup>er</sup> juillet 1985. La Caisse régionale d'assurance-maladie d'Île-de-France (17-19, rue de Flandre, Paris 19<sup>e</sup>) communique la calendrier des paiements pour les assurés de Paris et des départements des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise :  
— 15 août pour les assurés nés en février, mai, août et novembre ;  
— 15 septembre pour les assurés nés en mars, juin, septembre et décembre.  
Pour les assurés nés en janvier, avril, juillet, octobre et pour ceux payés mensuellement, le paiement a été effectué le 15 juillet.  
Cette majoration ne s'applique qu'aux rentes dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 10 % et aux rentes d'avants droit. Les paiements se font par mandats, virements postaux et bancaires, ou versements à la Caisse d'épargne.

### LE CARNET DU Monde

- Naissances**  
— M. et M<sup>me</sup> Patrick DELACHARLÉY RENAULT ont la joie de faire part de la naissance de Matthieu, à Paris, le 3 août 1985, 12, rue du Général-Bertrand.  
— Jean-François et Blanche DEVADES DU MAYNE, Eliot et Noémie, ont la joie d'annoncer la naissance de Gaëlle et Quentin, le 1<sup>er</sup> août 1985, 23, rue Médéric, 92250 La Garenne-Colombes.
- Décès**  
— M. et M<sup>me</sup> Jacques Rotenberg, M. et M<sup>me</sup> Marcel Goldmann, ses enfants, Gérard et Linda Thieb, Claude et Maguy Rotenberg, Denis et Anna Goldmann, Maxime et Frédéric Goldmann, ses petits-enfants, David et Michaël, ses arrière-petits-enfants, et toute la famille en Israël, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Rosée BRAUN, née Strach, survenue le 5 août 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le mardi 6 août, 11, rue Séverine, 93600 Aubry-sous-Bois. « Le Pré Fleuri », 3 bis, rue Vignerot, 92380 Carrières.  
— M. Jean Burkel, Barbara, Dorothée, Guillaume, Cyril, M. et M<sup>me</sup> Robert Guillet, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Robert Burkel, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès soudain de M<sup>me</sup> Jean BURKEL, née Nicole Guillet, docteur en médecine, survenue le 27 juillet 1985, à Poiré-Terron (Ardennes). Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Canaval-Fleurbaey (Belgique). Une messe sera célébrée ultérieurement dans sa paroisse de Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.  
5, rue Anceille, 92200 Neuilly-sur-Seine. Manoir de Beffon, 22780 Logny-Pouébois.  
— M<sup>me</sup> Jacques Diamant-Berger, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques DIAMANT-BERGER, survenue le 3 août 1985. Selon sa volonté, son corps a été mis à la disposition de la faculté de médecine de Paris.  
4, rue de Noailles, 78100 Saint-Germain-en-Laye.
- Les familles Folman et Hertzog ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Béatrice FOLMAN-BLOCH, née Kitchin, survenue le 26 juillet 1985.  
— Louis Gardel, son épouse, Aurélien, Fabrice, Bérénice, Ariane, ses enfants, Son Ziga, Jean-Yves, Annick, Dominique, Marie-Suzanne, Emmanuel, Yann, Mariadec, Gaël, ses petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont le regret de faire part du décès du colonel Jean-Maurice KIVELLA (CR), chevalier de la Légion d'honneur, combattant volontaire de la Résistance, survenue accidentellement le 4 août 1985. Les obsèques auront lieu le 9 août, en l'église de Plangneucast (22), à 15 heures. Cet avis tient lieu de faire-part. Kerjoly, Saint-Agathon, 22200 Guingamp.  
— M<sup>me</sup> Roger de Lagausie, née Oufroy de Verc, M. Jean-François de Lagausie et ses enfants, Véronique, Frédéric et David, M. et M<sup>me</sup> Patrice de Lagausie et leur fille Stéphanie, M. et M<sup>me</sup> Yves de Lagausie et leurs enfants, Pascal, Agnès, Jérôme et Justine, M. et M<sup>me</sup> Michel Siebenaler et leurs filles, Marie-Charlotte et Anne, M<sup>me</sup> Marie-Françoise de Lagausie et ses filles, Frédérique et Juliette, ses enfants et petits-enfants, Les familles de Lagausie, Oufroy de Verc et alliées, recommandent à vos prières M. Roger de LAGAUSIE, décédé le 31 juillet 1985 à Paris, dans sa quatre-vingt et unième année. La messe a été célébrée dans l'intimité, le lundi 5 août, en l'église Notre-Dame-du-Calvaire de Châtillon-sous-Bagneux.  
82, rue Pierre-Brossolette, 92340 Châtillon-sous-Bagneux.  
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur travail de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.
- Les Pères maristes et les autres branches de la famille mariste, La communauté mariste de Gentilly, La communauté catholique de la Cité, Les familles Remy et alliées, ont la peine de faire part du décès du Père Pierre REMY (SM), rappelé à Dieu le 6 août 1985, dans sa soixante-neuvième année. Les obsèques seront célébrées le vendredi 9 août, à 14 heures, en la chapelle Notre-Dame-des-Anges, 102 bis, rue de Vaugirard, à Paris. Cette annonce tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. Les offrandes éventuelles seront destinées à poursuivre les solidarités engagées par Pierre Remy.  
— M. et M<sup>me</sup> Roger Stasse et leurs enfants, Sabine, Olivier, Blaudine, François-Xavier, Fabienne, ont la tristesse de faire part du décès de M<sup>me</sup> Berthe STASSE, survenue le 31 juillet 1985, dans sa centième année. Le Grand-Belliveau, 61260 Male par Le Theil.
- Remerciements**  
— La famille Eskandary remercie très sincèrement les amis et les connaissances qui ont bien voulu la réconforter par leur présence ou par des aimables lettres de condoléances, qui leur ont été adressées à l'occasion de la perte cruelle dont ils ont été victimes dans la disparition de leur père, M. Iraj ESKANDARY, survenue le 1<sup>er</sup> mai 1985, à Berlin. La famille Eskandary.
- Anniversaires**  
— Il y a un an mourait Jean POMMIER. Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent... Soussac, Paris.  
— Le 7 août 1981, disparaissait tragiquement Daniel STERNBERG, ingénieur Arts et Métiers. Une pensée est demandée à ceux qui ont apprécié son courage, son dévouement, sa générosité.

**BROR HIORTH au MUSÉE BOURDELLE**  
18, rue Antoine-Bourdelle  
N<sup>o</sup> d'inscriptions  
T.L.J. (sauf lundi) de 10 h à 17 h 40  
90 5 MHN 15 SEPTEMBRE  
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
DES LIVRES

مكتبة الأمل



Économie

# Économie

## REPÈRES

### Dollar : progression à 8,71 F

La progression du dollar s'est poursuivie, mercredi 7 août, sur toutes les grandes places financières internationales, mais en se ralentissant, toutefois, après une première poussée. Après être monté à 8,7350 F et à 2,8850 DM, le « billet vert » cotait 8,7050 F (contre 8,6520 F la veille) et 2,8550 DM (contre 2,8394 DM). Les cambistes attribuaient le phénomène aux rachats faits par des vendeurs à découvert, mais aussi à la relative sursaturation de la Trésorerie américaine à franchir la première étape de son opération de refinancement (d'un montant record de 21,75 milliards de dollars), en plaçant 8,52 milliards de dollars de « Bons » à trois ans au taux de 8,63 % (contre 10 % lors de la dernière adjudication). Sur les marchés des changes, les opérateurs, dit-on, ne veulent cependant pas encore vendre trop tôt la peau de l'ours. Deux tranches restent encore à lancer, l'une de 6,75 milliards de dollars à dix ans, l'autre de 9,5 milliards de dollars à trente ans, et une tension monétaire ne reste pas exclue. Très attaquée ces derniers jours, au point de favoriser une reprise technique du dollar, la livre sterling a mieux résisté, mais a encore perdu un peu de terrain. Elle valait 1,3375 dollar, contre 1,34575 dollar la veille.

### Automobile : nouvelle croissance des importations aux Etats-Unis

Les ventes de voitures importées aux Etats-Unis ont crû de 25 % en juillet, pour représenter deux cent soixante-cinq mille véhicules (soit 2,9 millions d'unités en rythme annuel). Les ventes de voitures fabriquées aux Etats-Unis ont, pour leur part, chuté de 9,9 % à six cent quarante mille unités. La part du marché américain occupé par les Japonais et les Européens, les deux principaux exportateurs, a, en conséquence, crû de nouveau, pour atteindre 30 %, contre 28 % en juin dernier et 23 % en juillet 1984. Les Japonais s'y taillent la part du lion avec 23 % (19 % en juillet 1984) et les Européens 6 % (contre 4 %). Pour les sept premiers mois de l'année, les importations se sont élevées à 1,6 million de véhicules, contre 1,4 million pour la même période de l'an dernier.

### Pétrole : baisse de la consommation mondiale

La consommation de pétrole des pays de l'OCDE a diminué au second trimestre de 3,5 %, soit la plus forte baisse trimestrielle depuis deux ans, selon les statistiques publiées par l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel. Depuis l'hiver dernier, la consommation n'a cessé de diminuer, en dépit d'un effritement continu des prix du brut, accentué récemment en Europe par la baisse des cours du dollar. Ce recul de la consommation s'explique, aux Etats-Unis, par le ralentissement de la croissance, et, en Europe et au Japon, par la concurrence des autres énergies, selon l'Agence. Ainsi la part du pétrole dans la consommation totale d'énergie mondiale est tombée, au premier trimestre 1985, à 40,1 %, contre 43 % en 1984, 48 % en 1980 et 53 % en 1973. C'est l'OPEP qui a supporté les conséquences de ce recul, en réduisant sa production de 17 millions de barils par jour au premier trimestre, à 16 millions en avril, 15 millions en mai et 14 millions en juin et en juillet.

## ÉTRANGER

### LE PROJET DE RÉFORME FISCALE DE M. REAGAN

## Les entreprises supporteraient l'allègement des charges dont bénéficieraient les particuliers

Le président Reagan a indiqué, mardi 6 août, devant quelques journalistes, qu'il reprendrait son offensive pour une réforme visant à la simplification fiscale du pays. Ce projet de réforme (de *Modern Tax Reform*) soumettrait une loi unique aux Etats-Unis. Selon l'administration américaine, la réforme simplifierait les lois fiscales, réduisant le nombre de pages de la loi fiscale de 100 à 10. Elle supprimerait les exemptions fiscales et les déductions fiscales, et elle réduirait les taux d'imposition.

Beaucoup de bruit qui entoure le projet correspond aux efforts des différentes professions pour obtenir un maximum d'aménagements favorables avant le vote final. Personne n'est sûr des conséquences réelles d'une réforme extrêmement complexe, précise Fortune en concluant que les réels gagnants seraient certainement les avocats et les comptables que les entreprises paieront pour les faire sortir de ce nouveau labyrinthe fiscal.

Les entreprises supporteraient l'allègement des charges dont bénéficieraient les particuliers. Les grandes entreprises américaines et des constructeurs d'automobiles menaceraient de se transporter vers des pays aux régimes d'imposition plus favorables. Mais il se trouve que les entreprises supporteraient l'allègement des charges dont bénéficieraient les particuliers.

La réforme fiscale proposée par M. Reagan concerne les particuliers et les entreprises. Pour les premiers, les taux de l'impôt sur le revenu seraient fortement réduits. Mais l'assiette de cet impôt serait élargie. Il en résulterait, pour le Trésor, une perte de 55 milliards de dollars environ en 1988, première année de croisière de la réforme — 112,9 milliards de dollars de perte sur les taux, 57,6 milliards de gains sur l'assiette.

Pour les sociétés et les entreprises individuelles la démarche est identique : baisse des taux de l'impôt sur les sociétés, élargissement de l'assiette par suppression de nombreux avantages fiscaux. Mais ici les gains budgétaires (94,2 milliards de dollars pour l'année 1988) l'emportent largement sur les pertes (46,5 milliards de dollars dus à la seule baisse des taux).

En contrepartie de cette baisse des taux, l'assiette de l'impôt serait élargie. 1) La mesure la plus importante serait la suppression de la déduction des impôts locaux sur le revenu et sur les propriétés ainsi que des taxes locales sur les ventes, les déductions, actuellement autorisées, pour l'établissement de l'assiette de l'impôt fédéral sur le revenu.

Au total, la réforme se traduirait par un transfert sur les entreprises d'une partie des charges pesant sur les particuliers. L'allègement de la fiscalité pesant sur les particuliers (47,7 milliards de dollars) compenserait à peu près les allègements importants (55,3 milliards de dollars) dont bénéficieraient les sociétés.

Cette suppression aurait pour effet de redistribuer les gains budgétaires. La charge de l'impôt sur les sociétés serait transférée sur les particuliers. Les entreprises supporteraient l'allègement des charges dont bénéficieraient les particuliers.

En contrepartie de cette baisse des taux, l'assiette de l'impôt serait élargie. 1) La mesure la plus importante serait la suppression de la déduction des impôts locaux sur le revenu et sur les propriétés ainsi que des taxes locales sur les ventes, les déductions, actuellement autorisées, pour l'établissement de l'assiette de l'impôt fédéral sur le revenu.

## CONJONCTURE

### Le talon d'Achille du Fonds monétaire

(Suite de la première page.) C'est un fait que, pendant l'inter-valle, de grands changements ont eu lieu, propres à rassurer des créanciers. Le remboursement du principal des dettes contractées a bien été repoussé de trois à cinq ans et étalé sur une période de temps qui peut, dans certains cas, se prolonger jusqu'à la fin de la prochaine décennie, mais un résultat presque ignoré par le playboy des experts et des banquiers s'est produit. Plusieurs des plus importants pays débiteurs, et singulièrement le Mexique et le Brésil (et même l'Argentine), se sont révélés capables de redresser en un tour de main leurs balances commerciales, à telle enseigne que pour les deux premiers pays cités, en 1983 et en 1984, l'excédent de leurs exportations sur leurs importations (lesquelles ont diminué de plus de 40 %) a, grosso modo, correspondu au montant des intérêts écus.

A partir du moment où les pays en question déclarent de payer les intérêts dus — ce qui n'est pas le cas — la condition sine qua non pour ne pas voir tous leurs navires, leurs avions, leurs comptes bancaires, etc., saisis à l'étranger — et où les banques refusent de leur prêter plus qu'une fraction (allant même jusqu'à la moitié pour certains pays comme la Pologne) des sommes correspondantes, ils ne peuvent pas ne pas être en quelque sorte condamnés à enregistrer des surplus commerciaux. Le mécanisme, à travers lequel les comptes finissent toujours par s'équilibrer à partir du moment où l'on ne trouve plus un prêteur à l'étranger pour les solder, a joué une fois de plus. Cependant, ni les créanciers ni le Fonds monétaire ne se sont réellement préoccupés de la façon dont le résultat a été atteint.

Le masque de l'inflation. Très difficile à évaluer avec précision, la baisse des salaires en termes réels aura été, selon le cas, de 10 % à 25 %, parfois davantage, ce qui ne veut pas dire que le niveau de vie a forcément été amputé d'autant, étant données les solidarités familiales puissantes qui existent dans ce pays. Il n'empêche qu'on peut raisonnablement se demander si une diminution de cette ampleur aurait pu être aussi aisément obtenue si elle n'était trouvée, dans une première phase, plus ou moins masquée par l'inflation.

Le déficit public. Le déficit public italien a été, au premier semestre de l'année, de 47 % supérieur à celui du premier semestre de 1984, et dépasse aujourd'hui 54 000 milliards de lire (245 milliards de francs). Les résultats ne sont pas exactement comparables, puisque la première partie de cette année a été marquée par des dépenses exceptionnelles (fin de campagne électorale notamment) et le report de juin à juillet du versement de la première tranche de certains impôts.

### LE BRÉSIL ENVISAGE D'AJOURNER SON ACCORD AVEC LE FMI

Les autorités de Brasilia envisagent l'ajournement jusqu'à 1986 de l'accord qui a été passé avec le FMI sur le refinancement de la dette extérieure du Brésil en raison de divergences entre les deux parties, relève, mardi 6 août, la presse locale. Les négociations avec le Fonds, engagées depuis 1982 par les militaires et marquées, en février 1984, par l'octroi d'un crédit de 4,6 milliards de dollars au Brésil, s'achoppent à l'heure actuelle sur les mesures budgétaires prises par le nouveau gouvernement civil, au pouvoir depuis le 15 mars, pour l'année 1985. Le président José Sarney a pris, en juillet, une mesure limitée de réduction du déficit public de 17 à 7,5 milliards de dollars, pour ne pas briser la croissance économique en cours. Le FMI, pour sa part, souhaite un nouvel effort d'austérité pour contenir une inflation de 227 % en 1984, et encore supérieure à 200 % cette année. L'issue à l'accord avec le FMI, les négociations du Brésil avec ses créanciers privés étrangers devraient également être retardées au-delà de la date prévue du 31 août. Elles portent sur 45,3 milliards de dollars. La dette extérieure brésilienne — la plus importante du monde — s'élève à 104 milliards de dollars.

### Vivre au-dessous de ses moyens

En négociant avec les pays débiteurs après la tornade de l'été 1982, le FMI s'était fixé un objectif quasi exclusif : la contraindre à l'« ajustement externe », qui consiste, en l'occurrence, non seulement à ne plus vivre au-dessus de ses moyens, mais à vivre au-dessous pour pouvoir payer, sinon la totalité de ses dettes, du moins, la part correspondant aux intérêts. C'est à ce prix que le système bancaire international, qui avait prêté, avec les encouragements du Fonds, jusqu'en 1981, environ les deux tiers des 800 à milliards de dollars de crédits consentis aux pays en voie de développement, pouvait éviter une crise aux conséquences incalculables. Considéré du point de vue étroit des créanciers, l'opération a donc largement réussi, à deux très importantes réserves près : la première est que l'effort d'ajustement n'a été exigé que des pays stratégiquement les plus importants. Tout se passe comme si les autres, tels la Bolivie et, dans une moindre mesure, le Pérou, certains pays d'Afrique, ont été laissés à eux-mêmes, par profits et pertes. La deuxième réserve est qu'on n'y regardait pas de trop près sur la manière dont l'ajustement externe s'est opéré, on a dangereusement laissé s'affaiblir les structures des pays endettés et, par conséquent, compromis leurs capacités à long terme de rembourser leurs créanciers. C'est en comprimant dans des proportions sans précédent la demande intérieure de pays où le

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURANT JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
+ base + haut	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.
SE-UL	8,7100	8,7150	+ 125 + 140 + 236 + 266 + 640 + 740
Sum	4,6010	4,6120	+ 31 + 51 + 56 + 52 + 107 + 204
Yen 1000	3,6444	3,6499	+ 16 + 117 + 283 + 223 + 544 + 591
DM	2,8471	2,8499	+ 126 + 139 + 251 + 268 + 744 + 791
Franc	2,7988	2,7712	+ 89 + 88 + 165 + 175 + 534 + 564
F.L.M.	15,1163	15,1392	+ 33 + 138 + 16 + 199 + 9 + 442
F.S.	3,4790	3,4834	+ 129 + 175 + 385 + 328 + 915 + 964
L.F. 1000	4,6722	4,6772	+ 162 + 118 + 282 + 232 + 542 + 723
S. 1000	11,6271	11,6781	+ 225 + 188 + 498 + 354 + 854 + 678

### TAUX DES EUROMONNAIES

Se	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------



# AFFAIRES

## Accord sur l'acier à Bruxelles Les Dix acceptent de limiter leurs exportations vers les Etats-Unis

Les ministres de l'industrie des Dix ont finalement accepté, mardi 6 août, de limiter les exportations d'acier vers les Etats-Unis. Le compromis, négocié par la Commission européenne avec Washington sur les exportations d'acier aux Etats-Unis (le *Monde* du 6 août), a été signé sept heures de discussion pour partager entre les sidérurgistes des différents pays le montant autorisé d'exportation de 177 000 tonnes d'acier sur la période du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre de cette année.

Sur ce total, la France pourra exporter 45 000 tonnes environ, la RFA 41 500, le Royaume-Uni 21 500, le Royaume-Uni 21 500 et l'Italie 9 500, le reliquat étant partagé entre les autres pays et la CEE, celle-ci se constituant une « réserve » de 1 600 tonnes. Le quota ne peut être utilisé que si la production mondiale d'acier est inférieure à 177 millions de tonnes, ce qui n'est pas le cas.

### DÉFAILLANCES RECORDS PARMI LES MEMBRES DES LLOYD'S

Les célèbres Lloyd's de Londres, représentants du plus grand marché mondial de l'assurance, ont eu quelques problèmes avec leurs membres dont les biens servent de caution aux risques encourus par l'organisation, dans le cadre des contrats passés avec la clientèle. Chaque année, ces membres sont soumis à un très rude examen en cours duquel ils doivent administrer, audit à l'appui, la preuve de leur solvabilité.

En 1985, les Lloyd's révèlent que les défaillances ont atteint un chiffre record. Sur les vingt-cinq mille membres que compte la compagnie, personnes physiques ou morales n'ayant aucun lien particulier avec le monde des assurances, cinq cent dix-sept, soit 2 % environ du total, n'ont pas réussi à passer l'épreuve. L'année précédente, cent vingt-sept seulement avaient échoué au test. Sur ces cinq cent dix-sept personnes, trois cent vingt-cinq appartiennent à la société Richard Beckett Underwriting Agencies (RBUA), un syndicat de garantie qui dépend de la firme de courtage britannique en assurance, Minet Holdings PLC. RBUA, qui compte parmi ses propres membres la duchesse de Kent et M. Adnan Kashoggi, un homme d'affaires saoudien, accuse une perte de 130 millions de livres (1,53 milliard de francs).

Le directeur général des Lloyd's a indiqué que le conseil de la compagnie avait décidé de constituer pour 65,5 millions de livres (773 millions de francs) de provisions pour garantir l'incapacité des cinq cent dix-sept membres à faire face à leurs obligations. Ces membres se sont vu accorder vingt-huit jours pour présenter des actifs répondant aux normes des Lloyd's en matière de solvabilité.

En échange de leur garantie, les membres des Lloyd's touchent de substantielles « royalties », mais sont responsables sur leurs biens jusqu'au dernier centime.

### SOCIAL

#### Les suppressions d'emplois en Lorraine

### « ON NE DOIT PAS JOUER AVEC LA CONFIANCE DES HOMMES »

#### déclare un conseiller général PS

Dans une lettre adressée le 2 août au premier ministre, M. Antoine Trogic, conseiller général socialiste, ancien secrétaire général de l'union régionale CFDT de Lorraine, proteste contre la décision récente d'Assemblée de supprimer cinq cents emplois supplémentaires à Pompey. Selon lui, cette décision a « perturbé » le « dynamisme » nouveau et la prise de conscience d'une conversion de la région. « La démarche qui consiste à éliminer une usine en trois étapes rapprochées, tout en affirmant solennellement à chaque fois qu'elle est assurée de jouer un rôle important est, en soi, profondément scandaleuse, irresponsable et malhonnête », écrit M. Trogic. On peut prendre des mesures graves, voire impopulaires, en matière économique, mais on ne doit pas jouer avec la confiance des hommes et des femmes qui peinent à trouver du travail difficile dans une région sinistrée.

M. Trogic réclame des engagements de garantie d'emploi pour la zone de Pompey comparables à ceux qui ont été pris pour Trith-Saint-Léger dans le Nord. « Si des assurances n'étaient pas données dans les prochaines semaines, je considérerais que ma démarche socialiste ne trouve pas d'application cohérente au niveau du gouvernement et j'en tirerais personnellement les conclusions », conclut-il.

donnée la hausse des ventes réalisées sur le début de l'année, il permettrait même un léger accroissement des exportations sur l'ensemble de 1985 par rapport à 1984.

La Communauté pourra donc signer officiellement le compromis trouvé avec le gouvernement américain. Les exportations européennes seront limitées à 75 % du montant autorisé en 1984 pour seize produits sidérurgiques, dont les fils, les barres et le fer noir.

La hausse du dollar et la faible compétitivité des sidérurgistes américains avaient permis aux maîtres de forges du Vieux Continent d'exporter 635 000 tonnes de ces seize produits en 1984 contre 294 000 tonnes en 1981. Les autorisations américaines, soumises à la pression de leurs aciéristes, inquiets de cette croissance, ont décidé de prendre des mesures protectionnistes pour continger les importations de ces produits, qui sont soumis à « consultation » en vertu des accords globaux d'« entente » des exportations européennes d'acier courants signés en octobre 1982.

A l'époque, M. Reagan avait décidé de continger l'ensemble des importations venues d'Europe. Les groupes américains souhaitaient obtenir une protection face aux

acier importés afin d'engager de vastes restructurations et modernisations. Un accord était conclu en 1982 couvrant l'ensemble des aciers courants : 90 % environ des exportations européennes étaient limitées pour une période de trois ans, le reste, soit 10 %, étant sujet à « consultation », c'est-à-dire étant susceptible de quotas en cas de trop forte croissance. C'est ce qui s'est passé, et les Américains ont donc imposé une baisse de 25 % sur seize produits (5 % environ des exportations européennes d'acier courants), édictant d'ailleurs leurs conditions (le *Monde* du 27 juillet). Pour l'heure, il ne reste que les demi-produits à n'être pas contingents (soit les derniers 5 %).

Les Européens ont accepté le dit accord américain, arguant qu'il était de faible portée puisque l'ensemble de l'accord de 1982 qui prend fin en décembre doit être renégocié. Les premières conversations s'engageront d'ailleurs dès septembre.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.

Seuls les aciers spéciaux n'étaient pas couverts par les accords de 1982. Mais, à leur sujet, Washington a pris des mesures protectionnistes unilatérales en début de 1984. L'Europe avait pris en compensation des mesures de rétorsion sur d'autres produits que l'acier.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- ENQUÊTE**
2. « Phoenix, Amérique 1985 », par Bernard Guetta.
- ÉTRANGER**
3. Le troisième voyage du pape en Afrique : « Le Vatican saisi par la géopolitique » (10), par Philippe Pons.
4. AMÉRIQUES.
5. EUROPE
- Un nouveau meurtre de policiers à Palerme.
5. PROCHE-ORIENT
- POLITIQUE**
6. La préparation des élections législatives : M. Barrot, président du conseil général du Gard, rejoint le RPR.
- SOCIÉTÉ**
8. La Camargue à marée basse.
- Un nouveau succès pour Challenger.
- La nouvelle loi en faveur des victimes de la route.
- LE MONDE ARTS ET SPECTACLES**
9. MUSIQUE : premier festival d'été à Tokyo.
10. CINÉMA : « Cabaret », de Bob Fosse ; Trois ouvrages sur le cinéma.
11. THÉÂTRE : Festival du théâtre d'objets à Reggio Emilia.
12. EXPOSITIONS : Francis Bacon à la Tate Gallery de Londres.
13. PATRIMOINE : La revue « Photographie » mensuelle.
14. SÉLECTION.
15. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
- ÉCONOMIE**
17. ÉTRANGER : le projet de réforme fiscale aux États-Unis.
18. AFFAIRES : accord sur l'acier à Bruxelles ; le nouveau système de recettes pour la COB.
- SOCIAL

**RADIO-TÉLÉVISION (14)**

**INFORMATIONS**

« SERVICES » (16) :

Jeu ; Météorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.

Annuaire classés (15) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (13-14) ; Marchés financiers (19).

**Sur CFM**

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100.3 MHz)

à Bordeaux (101.2 MHz)

à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)

**MERCREDI 7 AOUT**

« le Monde » reçoit DOMINIQUE DHOMBRES correspondant du « Monde » à Moscou avec JEAN-MARIE DUPONT

**JEUDI 8 AOUT**

GABRIEL GARRAN directeur du Théâtre International francophone avec COLETTE GODARD

Le numéro du « Monde » daté 7 août 1985 a été tiré à 407500 exemplaires

**Bon anniversaire Jean-Paul**

\* Jean-Paul KAUFFMANN, journaliste enlevé le 22 mai au Liban, né le 8 août 1944 à Saint-Pierre-la-Cour, Bretagne.

Tous ceux qui attendent la libération ainsi que celle des autres otages français détenus au Liban : Marcel CARTON, Marcel FONTAINE, Michel SEURAT et Alfred YAGHOZADEH, te souhaitent un bon anniversaire.

## LA CATASTROPHE FERROVIAIRE DE FLAUJAC

### La SNCF va accélérer l'équipement radio des trains

Tandis que l'on apprendait l'inculpation du chef de gare d'Assier (nos dernières éditions du 7 août) pour homicides et blessures involontaires, M. Paul Quilès a présenté à la presse les conclusions de l'enquête administrative qu'il avait demandée à propos de la catastrophe ferroviaire de Flaujac (Lot). Le ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, qui était accompagné de M. André Chadenet, président de la SNCF, laissant à la justice le soin de déterminer les responsabilités individuelles de l'accident, a souligné qu'il n'était pas question de « décharger la SNCF de sa responsabilité, qu'elle assume pleinement ».

M. Quilès a demandé à la société nationale de doubler le rythme de l'équipement du réseau en liaisons

radio « sol-train » qui équipe actuellement 3 000 kilomètres de lignes et progresse au rythme de 400 kilomètres par an. Dès l'an prochain, la SNCF portera ce rythme à 800 kilomètres, bien que le coût d'installation soit de l'ordre de 200 000 francs par kilomètre. M. Jean Auroux, secrétaire d'État aux transports, en vacances en Espagne depuis le 2 août, sera chargé de suivre la mise en place du dispositif.

« Le dispositif radio sol-train est le seul susceptible de pallier la défaillance humaine », a souligné le ministre qui a demandé la mise en place d'un système analogue sur les tronçons à voie unique, où la sécurité ne dépend plus de l'instinct du seul chef de gare.

Toutefois, a fait remarquer M. Quilès, « la sécurité des voyageurs repose encore pendant de longues années sur les hommes ». Il a rappelé à ce propos l'effort que consent la SNCF, qui dépense chaque année 1,4 milliard de francs pour la formation-sécurité. Et il a rendu un hommage aux cheministes dont la conscience professionnelle ne peut être mise en doute.

Le ministre n'a pas annoncé d'aide exceptionnelle des pouvoirs publics pour mener à bien la modernisation du réseau. C'est la SNCF qui en supportera le coût sur son budget d'investissements dont, la part affectée à la sécurité de la circulation a été de 357 millions de francs en 1984 (hors aiguillages et passages à niveau).

### Bilan définitif : trente-trois morts

Le chiffre définitif des victimes de la catastrophe ferroviaire de Flaujac s'élève à trente-trois morts et non à trente-cinq comme il avait été annoncé précédemment, a indiqué, mardi 6 août, la préfecture du Lot.

Ce chiffre officiellement avancé jusqu'ici avait été déterminé à partir du nombre de sacs dans lesquels les sauveteurs avaient été contraints de recueillir les restes des victimes. Le préfet du Lot, M. Jean Thielemont, après avoir confirmé l'identification de vingt-neuf corps, a précisé que seuls « les corps d'une femme et de trois hommes restaient encore à reconnaître ».

Les nouvelles victimes identifiées sont : M<sup>lle</sup> Léo Lalle, de Ténac (Gironde), M<sup>lle</sup> Paul Espargillera, de Nissac-lès-Ensaune (Hérault), Hubert Pons, de Paris-13<sup>e</sup>, Michel Garreta, de Capdenac (Lot), M<sup>lle</sup> Jacqueline et Corinne Parrot, de

Naullilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Stacia de Luv, de Liss (Pays-Bas), Dénée Boogers, de Haarlem (Pays-Bas), Simone de Bessé, de Melons-Laffitte (Yvelines), M<sup>lle</sup> Alain Maric, de Voussaint-Bard (Vienne), et Georges Reynaud, de Capdenac.

De son côté, la SNCF a annoncé qu'elle assurera toutes les conséquences de l'accident de Flaujac tant à l'égard des ayants droit des personnes décédées qu'à l'égard des personnes blessées. Dès maintenant,

« Folds lourd contre wagon en Seine-et-Marne ». En gare de Grez-Arrouville (Seine-et-Marne), un camion venant du Cher, par suite d'une rupture de freins, a défoncé, mardi 6 août, le fin d'après-midi, l'une des barrières du passage à niveau, puis heurté le dernier wagon d'un train de banlieue venant de la gare de l'Est à Paris.

elle prend en charge tous les premiers frais liés à cette catastrophe.

Les victimes de cet accident ou leurs ayants droit peuvent s'adresser à la direction juridique de la SNCF, 45, rue Saint-Lazare, à Paris-9<sup>e</sup>, ou auprès directement aux mandataires judiciaires suivants : (1) 285-69-80, 81, 82, 83, 84 et 85, en vue d'obtenir l'indemnisation des dommages de toute nature que leur a causé cette catastrophe.

La SNCF est, rappelle-t-on, comme les administrations publiques, son propre assureur.

Bien que le choc ait été violent et que le camion, la barrière et le train aient été endommagés, la collision n'a pas fait de victimes. Les voyageurs du train ont continué leur route et tant jusqu'à la gare de Tournan-en-Brie, et la circulation ferroviaire a été interrompue pendant environ une heure. (Corres.).

## AU CONSEIL DES MINISTRES

- Modernisation de la flotte de pêche et des moyens de surveillance des eaux
- Valorisation des produits de la mer

M. Guy Lengagne devait faire le point, au cours du conseil des ministres du 7 août, sur la politique française des pêches maritimes. Le secrétaire d'État chargé de la mer s'est fixé, pour le court terme, trois priorités.

Au départ, une constatation : la France consomme environ six fois plus de poisson que les eaux françaises sont susceptibles d'en produire. Pour pallier le déséquilibre du commerce extérieur des produits de la mer — le déficit a atteint 5,8 milliards de francs en 1984 —, un double effort est nécessaire, tant à la production qu'à la consommation.

Pour accroître la production, la politique menée suivra deux directions. Tentative, d'abord, d'ouvrir des zones d'ascès et de signer des accords de pêche avec d'autres pays (c'est la politique menée à Madagascar ou aux Seychelles) ; défendre, ensuite, les acquis de l'« Europe bleue » et faire respecter les règles de notre droit communautaire. Pour ce faire, M. Lengagne envisage la mise au point d'un plan de modernisation de nos moyens de surveillance.

Second volet de cette politique : la modernisation de la flotte marchande. Si la flotte artisanale et de moyen tonnage s'est considérablement renouvelée ces dernières années, les gros bateaux — à Boulogne, notamment — prennent de l'âge, alors même que les règlements de la CEE interdisent les aides européennes aux navires de plus de 33 mètres, ce qui pénalise la France : ces modalités seront, en principe, modifiées cette année. Le gouvernement s'efforcera, lui, de poursuivre l'effort de modernisation entrepris.

Il faut enfin encourager la demande en poisson des Français, et tenter de modifier leurs habitudes de consommation. Un vaste effort de valorisation des produits pêchés dans les eaux françaises va être entrepris. Entre autres, le secrétaire d'État à la mer mettra tout en œuvre — et notamment au cours du sixième Salon international de la pêche de Nantes — pour persuader les Français que l'aventure appartient aux industries de transformation des produits de la mer.

## ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ENTRE M. CHADLI ET M. MITTERRAND

Alger (AP). — Le président Chadli a eu, mardi 6 août, un entretien téléphonique avec le président François Mitterrand, annonce l'agence gouvernementale APS, sans autre précision.

Cet entretien, dont le contenu n'a pas été dévoilé, est intervenu après la visite à Alger, jeudi et vendredi derniers, du secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, qui avait été reçu par son homologue algérien, M. Abdelaziz Khelil, s'était rendu à Paris (le Monde du 19 juillet).

On tient manifestement à faire savoir du côté algérien qu'une concertation se poursuit au plus haut niveau entre les deux pays malgré des signes passagers de désaccord ou de tension. Ces derniers mois, en effet, la presse algérienne a publié des articles virulents au sujet du « racisme » en France, de la coopération économiq algérienne française ou des « crimes commis par l'armée coloniale ».

Pour souligner sa volonté de dépassionner le climat, le chef de l'Etat algérien avait envoyé au président Mitterrand un message à l'occasion de la fête du 14 juillet, puis son ministre du commerce, M. Abdelaziz Khelil, s'était rendu à Paris (le Monde du 19 juillet).

À l'Elysée, on confirme que cet entretien téléphonique, qui n'est pas le premier, a bien eu lieu, mais on se refuse à préciser qui en a pris l'initiative, et quel en était l'objet.

« TDF porte plainte contre NRI-Straubourg ». — NRI-Straubourg, la radio pirate qui se définit comme « la station la plus populaire » d'Alsace, vient d'être assignée en référé par TDF, qui réclame l'arrêt immédiat de ses émissions et la saisie de son matériel. La plainte sera examinée le 12 août par le tribunal. TDF estime qu'en raison de la puissance de l'émetteur (3 kW) de NRI-Straubourg, situé en plein centre de la ville, ses émissions « perturbent considérablement » la réception de deux radios allemandes, « gênent » les communications de la police et des ambulanciers, mais aussi « interfèrent pratiquement la réception de toute autre radio à ceux qui habitent dans un rayon de 500 mètres autour de son antenne ». Rappelons qu'à la suite du refus d'autorisation que lui avait signifié, le 15 mai dernier, la Haute-Autunrie, NRI-Straubourg avait organisé le 8 juin une manifestation qui avait rassemblé plusieurs milliers de jeunes dans les rues de la capitale alsacienne (le Monde des 8 et 11 juin).

« FOOTBALL : championnat de France ». — En match avancé de la sixième journée de première division, Sochaux a battu Bastia par deux buts à zéro.

## « Shoah » va être diffusé en Pologne

Le film de Claude Lanzmann, « Shoah », qui relate le génocide des Juifs au cours de la seconde guerre mondiale, va être diffusé en Pologne. Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, avait indiqué, le mardi 6 août, que des pourparlers étaient en cours à ce sujet avec le réalisateur français pour une diffusion de l'œuvre à la télévision.

Ces pourparlers, précisait toutefois M. Urban, « butent sur des difficultés car M. Lanzmann souhaiterait voir son film [qui dure plus de neuf heures] projeté en entier. La télévision polonaise ne peut pas en diffuser les extraits les plus intéressants ».

Le gouvernement polonais a alors proposé à M. Shoah de projeter dans son intégralité dans les cinémas et sous forme d'extraits à la télévision.

M. Claude Lanzmann, qui nous avons pu joindre mercredi matin, nous a indiqué qu'il avait donné son accord à cette formule, et que « Shoah » sera donc bien diffusé sous ses deux formes à la télévision et dans les cinémas de Pologne.

Selon toute apparence, les autorités polonaises ont modifié leur opinion initiale sur le film de Claude Lanzmann. Peu après la sortie de « Shoah » en France, elles avaient en effet convoqué le chargé d'affaires français à Varsovie pour « exiger la non-diffusion par la télévision polonaise du film (...) qui contient des insinuations outragantes pour le peuple polonais quant à sa prétendue collaboration à l'holocauste » (le Monde du 3 mai 1985). La presse polonaise avait pris le relais en stigmatisant, dans divers commentaires, le « caractère falsificateur et antipolonais » de « Shoah ».

## Les participants au Forum du Pacifique sud ont signé un traité de dénucléarisation de la zone

Les quatorze participants au Forum du Pacifique Sud (1), réunis le 5 et 6 août en Rarotonga (archipel Cook) ont signé un traité de dénucléarisation du Pacifique sud. Les participants se sont engagés à « ne pas posséder, tester et utiliser d'armes nucléaires tout en autorisant le transit et l'accès de bâtiments nucléaires aux ports des pays signataires qui le souhaitent ».

M. Lange, premier ministre de Nouvelle-Zélande et porte-parole de ce XVI<sup>e</sup> Forum, a indiqué que trois protocoles d'accord seront soumis aux grandes puissances présentes dans le Pacifique. La France (pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française), la Grande-Bretagne (pour l'île de Pitcairn) et les États-Unis (en particulier pour les Samoa américaines) seront dans un premier temps consultés afin d'autoriser l'association de leurs territoires au traité.

Ces trois pays seront à nouveau consultés, ainsi que la Chine et l'URSS, afin de prendre l'engagement de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les pays signataires. Il leur sera aussi demandé de ne pas effectuer de tests nucléaires dans la zone couverte par le traité.

Cette dernière clause vise plus particulièrement la France et son centre d'expérimentation nucléaire de Mururoa (Polynésie française).

La France a effectué une centaine d'essais nucléaires à Mururoa dont quatre depuis le début de l'année. D'abord effectués dans l'atmosphère, ces expériences sont devenues souterraines dans les années 70. Chaque année, le Forum en a demandé l'arrêt.

La France avait été aussi sur la sellette au cours de la première journée de la conférence essentiellement consacrée à la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS (Front de libération national kanak et socialiste) a pu assister au Forum en tant qu'observateur. Jugant que la France « n'a fait des progrès », M. Michel Samama, premier ministre de Papouaie-Nouvelle-Guinée, avait préconisé une transition pacifique vers l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. D'autre part, M. Lange avait déclaré qu'il aurait des « contre-coups » si la France ralentissait la décolonisation de l'île. — (APF.)

(1) Le Forum du Pacifique sud regroupe les chefs de gouvernement de l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Papouaie-Nouvelle-Guinée, les îles Fidji, les Samoa occidentales, Tonga, les îles Salomon, le Vanuatu (ex Nouvelles-Hébrides) Nauru, Niue, Tuvalu, Kiribati, et les îles Cook comme membres à part entière, et la Micronésie en tant qu'observateur.

## En République sud-africaine Trente personnes ont été arrêtées au domicile de M<sup>me</sup> Mandela

De notre correspondant

Johannesburg. — Trente personnes ont été arrêtées le mardi 6 août à l'intérieur même de la maison de M<sup>me</sup> Winnie Mandela, à Brandford. L'épouse du leader noir, Nelson Mandela, emprisonné depuis vingt-deux ans se trouvait alors à Johannesburg. Selon la police, les forces de l'ordre sont intervenues alors qu'un groupe d'une cinquantaine de personnes manifestait dans la rue. Un magasin avait été mis à sac et un cocktail Molotov aurait été lancé contre les unités anti-émeutes, qui auraient à leur tour utilisé des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes pour disperser les perturbateurs. La plupart d'entre eux se seraient alors réfugiés dans la maison de M<sup>me</sup> Mandela, qui, en vertu d'un décret de banissement, est assignée à résider dans cette cité noire de l'Etat libre d'Orange. La police affirme avoir découvert à l'intérieur des locaux sept cocktails Molotov et 25 litres d'essence.

D'après l'avocat de M<sup>me</sup> Mandela, Me Ismail Ayob, la petite maison de sa cliente a été prise d'assaut par les forces de l'ordre utilisant des grenades lacrymogènes. Ce dernier a affirmé qu'on était sous nouvelles d'un bébé de vingt mois et que la sœur de M<sup>me</sup> Winnie Mandela était en nombre des personnes arrêtées. Me Ayob a déploré l'intervention de la police, estimant celle-ci totalement injustifiée.

En outre, des incidents sérieux, qui ont au moins causé la mort d'un Noir, se sont produits dans la région de Durban, jusqu'à présent relativement épargnée par l'agitation. A l'origine de ceux-ci, il y a le boycott des écoles noires, particulièrement suivi dans les établissements scolaires du pays, et des protestations, après l'assassinat, le 1<sup>er</sup> août, d'une avocate militante des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Victoria Mxenge.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence le 21 juillet, 1 436 personnes ont été arrêtées et 255 d'entre elles relâchées. Mardi, à Daveyton, la township noire de Benoni, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Johannesburg, les obsèques de deux jeunes filles tuées par la police se sont déroulées dans le calme. L'intervention de Mgr Tutu, prix Nobel de la paix, qui a négocié avec les forces de sécurité le déroulement des funérailles, a permis d'éviter les affrontements. La ville avait en effet été entièrement bouclée par l'armée et les blindés sillonnaient les rues. Deux hélicoptères tournaient dans le ciel. Près de mille personnes ont participé à la cérémonie, mais une petite partie d'entre elles seulement a pu se rendre au cimetière dans des camionnettes, tous cortèges et discours étant interdits en application de l'état d'urgence.

MICHEL BOLE-RICHARD.

**TENNIS A PARIS CET ÉTÉ**

IBEX FORUM ACTION HILL

Procs d'Orléans, Ivry, Aubervilliers, la Défense, Fontenay-aux-Roses, Neuilly

**STAGES INTENSIFS**

21 et 22 septembre

**734-36-36**

**Déjeuners-Dîners VERT GALANT**

OUVERT EN AOUT Terrasse fleurie

42, quai des Orfèvres 75001 PARIS

**326-83-68**

**CLASSE PRÉPARATOIRE MÉDECINE ou PHARMACIE**

le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR

**CEPES**

enseignement supérieur privé

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.08.19

مكتبة الأصل